



Global
Partnership
for Sustainable
Development Data

Des données pour une Afrique résiliente

Des partenariats
pour relever
les défis de
COVID-19 et
construire
une reprise
économique et
sociale inclusive



United Nations
Economic Commission for Africa

Remerciements

Ce rapport a été préparé par Stacey Knott avec la contribution du Secrétariat du Partenariat Mondial pour le Développement Durable. Nous remercions l'équipe pour son travail et ses contributions à ce rapport : Davis Adieno, Martina Barbero, Karen Bett, Mike Bolton, Tichafara Chisaka, Olga Cowings, Alan Hollis, Linet Kwamboka, Amy Leach, Francois Kamano, Aurelie Kiamana, Claire Melamed, Muthoni Mugo, Victor Ohuruogu, Jennifer O'Neill Oldfield, Alonso Ortiz Galán, Claire Pei, Kate Richards, Jenna Slotin, Charu Vijayakumar et Colleen Wile.

Nous remercions également toutes les personnes interrogées pour leur travail et leurs contributions à ce rapport, ainsi que le personnel de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique : Oliver Chinganya, Molla Asmare, Tunde Fafunwa, Ayehualem Tameru, et la Secrétaire Exécutive Vera Songwe.

Nous remercions sincèrement nos points focaux nationaux pour leurs efforts considérables : Abdullahi Abdulkadir Kelly, Muna Abdi, Clementina Akran, Tulimegamenno Amutenya, Ali Bienvenu, Stephen Chacha, Aidan Eyakuze, Sharmarke Farah, Mohamed Jalloh, Ignace Kabano, Adama Kabore, Frank Kakungu, Francois Xavier Lamah, Carlos Alberto Mendes, Burton Mguni, Ruth Minja, Feysal Moumouni, Tshiamo Motshegwa, Jimmy Mukasa, Claude Nyirimanzi, Macdonald Obudho, Mary Otieno, Alaye Ouarme, Boureima Ouedraogo, Chris Abiodun Oyeyipo, Clodomir Pereira, Lesego Peter, Anicia Peters, Gilson Gomes Pina, Zefania Romalahy, Omar Seidu, Li Fa Cheung Kai Suet, Lola Talabi-Oni, Laure Tall, Philip Thigo, Yeama Sarah Thompson, Sebastien Vauzelle et Nelson Zakaapi.

Ce rapport ne serait pas possible sans les généreuses contributions de la Fondation Skoll.

Les travaux couverts par ce rapport ont été réalisés avec le soutien supplémentaire de la Fondation du Fonds d'Investissement pour les Enfants, de l'Université Columbia de la ville de New York, du Ministère Britannique des Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement, Frontier Technologies Hub et de la Fondation William et Flora Hewlett.

Une liste complète des organisations participantes est disponible à l'annexe B.

Rapport conçu par : Lucy Peers

Plateforme web construite par : Ymbra



La Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique est une agence des Nations Unies mandatée pour opérer aux niveaux régional et sous régional afin de mobiliser des ressources et de les mettre au service des priorités de l'Afrique. Elle est conçue pour promouvoir un développement inclusif et durable en vue d'accélérer la diversification économique et la transformation structurelle de l'Afrique, conformément au Programme de Développement Durable à l'horizon 2030 et à l'Agenda 2063 : L'Afrique que nous voulons- il a une fonction de convocation et une fonction opérationnelle, et produit des recherches et des données sur les tendances pour le continent

Le Partenariat Mondial pour les Données du Développement Durable est un réseau mondial rassemblant des centaines de partenaires issus de gouvernements, du secteur privé et d'organisations de la société civile, afin de garantir que les nouvelles opportunités de la révolution des données soient utilisées pour atteindre les Objectifs de Développement Durable. Depuis 2015, nous nous attachons à forger des partenariats et des connexions pour agir, galvaniser l'engagement politique, instaurer la confiance et stimuler l'innovation afin que chacun ait droit à la vie, à la dignité et à la sécurité sur une planète saine. Elle est axée sur la demande, en travaillant avec nos partenaires pour comprendre les besoins d'un pays.

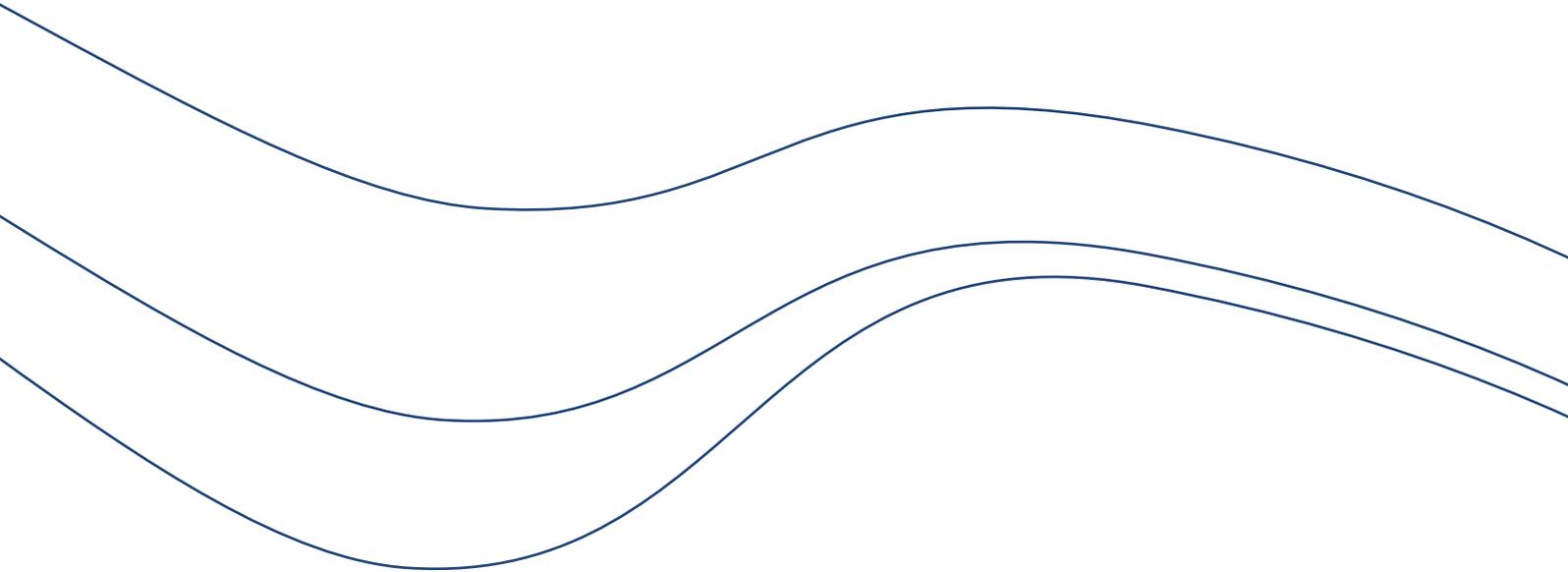


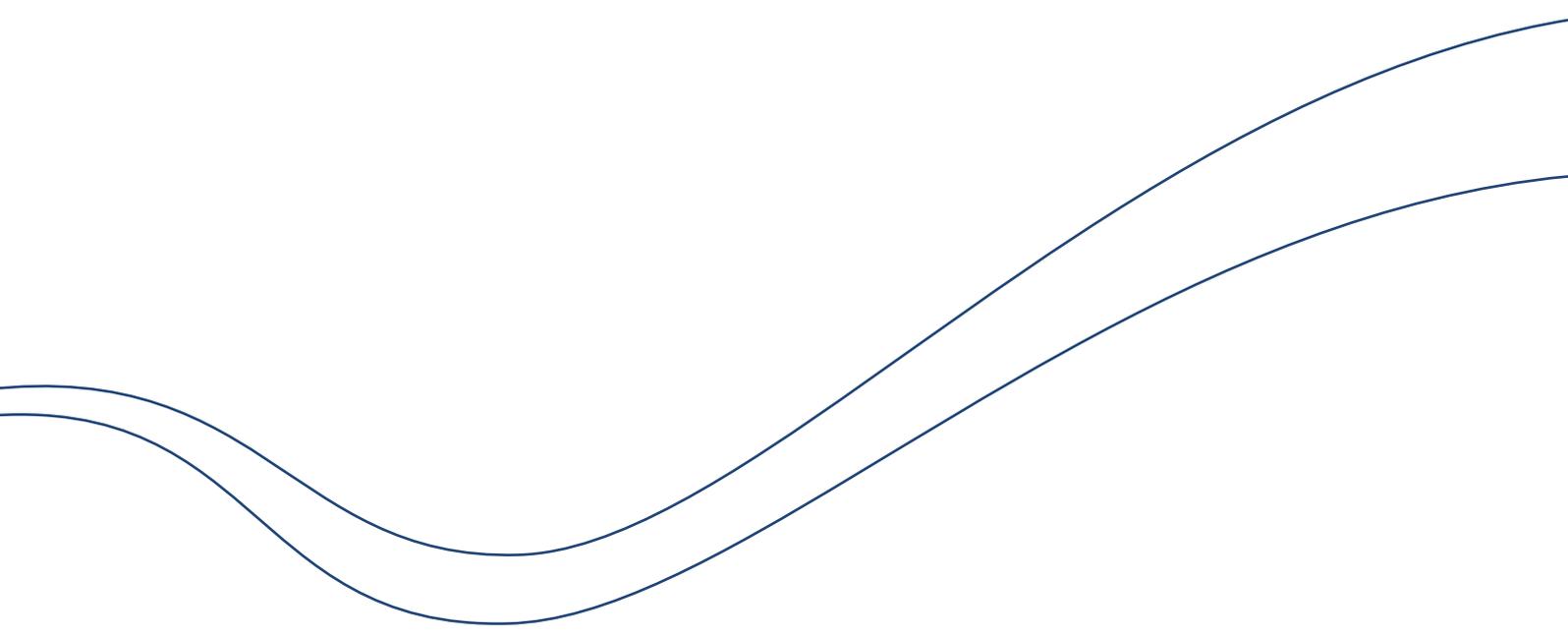
Table des matières

Acronymes	5
Avant-propos	6
Introduction	8
Chapitre 1 : Partenariats de données pour une compréhension urgente de la pandémie	12
Étude de cas : Tableau de bord des produits alimentaires de base au Kenya	14
Étude de cas : Le centre de données COVID-19 du Nigeria	17
Étude de cas : Données détaillées des appels mobiles au Ghana	21
Les leçons à tirer de la prochaine crise	23
Chapitre 2 : Partenariats pour les besoins futurs en matière de données	25
Communautés pour le partage des connaissances	25
Étude de cas : L'échange de connaissances entre le Ghana et la Namibie	26
Des compétences pour l'avenir	27
Étude de cas : Somalie - de COVID-19 à la réponse aux cyclones	29
Étude de cas : De COVID-19 à l'action climatique en Afrique de l'Ouest francophone	32
Les leçons à tirer de la prochaine crise	34
Conclusion	35
Annex A: Carte des partenariats de données COVID-19 en Afrique	38
Annex B: Partenaires participant au projet Data for a Resilient Africa	39



Acronymes

FSWR	Food Security War Room
SIG	Système d'Information Géographique
GRID3	Geo-Referenced Infrastructure and Demographic Data for Development
GSS	Ghana Statistical Services
NBS	Nigeria Bureau Statistics
INS	Institut National des Statistiques
NSA	Namibia Statistics Agency
ONS	Office National des Statistiques
UNCEA	Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique
UNFPA	United Nations Population Fund
UNEP-DHI	United Nations Environment Programme Centre on Water and Environment



Avant-propos

La pandémie de COVID-19 a mis en évidence la réalité des crises et des défis mondiaux – de la vulnérabilité des écosystèmes de données et des systèmes de santé à la nécessité d'une eau propre et accessible pour tous.

Pour évaluer ces défis et déterminer comment les résoudre, nous avons besoin de bonnes données pour comprendre ce qui se passe, et de compétences efficaces pour utiliser ces données afin de prendre les mesures appropriées

En 2020 - l'année où la pandémie de COVID-19 s'est répandue dans le monde entier - la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (UNECA) et le Partenariat Mondial pour les Données sur le Développement Durable (le Partenariat mondial) ont travaillé ensemble pour jouer leur rôle dans la réponse à cette crise sans précédent.

Dans toute l'Afrique, nous avons écouté ce que les Gouvernements voulaient et nous avons constaté que notre réseau de partenaires était prêt et disposé à répondre collectivement à leurs besoins. S'appuyant sur cinq années de partenariats solides, en cette période de crise, notre réseau s'est réuni pour soutenir chaque partenaire avec des ressources, des informations et des expériences vitales.

Un thème commun à toutes nos conversations était que COVID-19 a intensifié le besoin urgent de données opportunes. Nous avons travaillé en collaboration pour réunir les partenaires avec les données, la technologie et les outils dont ils avaient besoin.

La pandémie de COVID-19 a également démontré de manière frappante la nécessité de produire, d'analyser et de partager ces données au sein d'un système de données robuste. Il faut du temps pour construire des systèmes de données sûrs et éthiques, et nous pensons que COVID-19 a clairement démontré la nécessité de continuer à les créer. Il y aura d'autres pandémies et d'autres crises mondiales, notamment la crise climatique actuelle.

Tout en nous concentrant sur les défis d'aujourd'hui, nous n'avons pas oublié l'avenir. Notre travail a toujours porté sur l'avenir de nos sociétés et de notre planète. Les compétences qui ont été développées grâce à ces partenariats aideront également les gouvernements à planifier le développement durable pour atténuer le changement climatique, à suivre les progrès économiques et à appliquer la science des données pour obtenir les meilleurs résultats en matière de Santé, d'Education et d'autres défis essentiels.

Nous devons être mieux préparés à l'avenir. L'enquête COVID-19 a été marquée par une ruée vers des solutions à court terme, d'où le risque que des données de mauvaise qualité soient utilisées pour éclairer des décisions importantes



Claire Melamed

Directrice Générale du
Partenariat Mondial
pour les Données sur
le Développement
Durable



Vera Songwe

Secrétaire Exécutive
de la Commission
Economique des
Nations Unies pour
l'Afrique

ou que le partage des données outrepassé son objectif initial. Pour construire un système robuste pour les crises futures, nous avons besoin de partenariats, nous avons besoin de compétences au sein du gouvernement pour utiliser ces partenariats, et nous avons besoin de plus de dialogue public sur les données qui sont collectées et partagées, et pourquoi. Cela implique une collaboration accrue qui renforce la confiance entre les secteurs publics et privés, la société civile et le monde universitaire, afin de jeter les bases d'une extension et d'une flexibilité futures en cas de crise. La préparation exige également un renforcement des capacités techniques des gouvernements en matière de données géo spatiales et de science des données, non seulement pour les interventions d'urgence, mais aussi pour améliorer l'accès aux données et leur utilisation dans l'ensemble des activités gouvernementales quotidiennes. Au sein du Partenariat Mondial et de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), nous nous efforçons de faire en sorte que la dynamique créée par la pandémie contribue à la mise en place de systèmes plus solides pour l'avenir.

“
Un thème commun à toutes nos conversations était que COVID-19 a intensifié le besoin urgent de données opportunes.
”

Veiller à ce que le vaste potentiel des nouvelles données et technologies soit utilisé pour améliorer les vies, prévenir les crises et protéger notre planète est un énorme défi. Si nous y parvenons, nous obtiendrons de meilleures politiques et, au final, de meilleures vies. Le Partenariat Mondial et la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) se sont engagés à travailler avec des partenaires de tous les secteurs pour mettre en place les systèmes de données dont nous avons besoin sur tout le continent africain. Nous rassemblons des organisations afin d'interroger les hypothèses et de poser des questions pertinentes pour rendre les partenariats de données plus transparents et travailler ensemble pour protéger les droits et empêcher l'utilisation abusive des données.

Nous appelons les organisations disposant de données, d'outils, de compétences, de ressources et d'autres capacités à se joindre à nous pour les utiliser afin de favoriser la résilience face aux défis climatiques et sanitaires à venir.



Accra, Ghana. Photo: Jordi Perdigo/GPSDD

Introduction

Le 14 février 2020, l'Afrique a enregistré son premier cas de COVID-19, ce qui a incité de nombreuses nations à mettre rapidement en œuvre des mesures pour empêcher la propagation, notamment en fermant les frontières et en appliquant des mesures de confinement.

Les gouvernements de tout le continent ont mis en œuvre des mesures de contrôle de la santé publique, en particulier dans les zones à forte densité de population et présentant des niveaux de privation, des moyens de subsistance précaires et des problèmes d'infrastructure.

Dès le début, le Partenariat Mondial et la CEA ont organisé conjointement l'initiative "Data for Now : l'Initiative Building Africa's Resilience to COVID-19. Les deux organisations ont pour mission d'encourager et d'aider les secteurs public et privé de toute l'Afrique à mettre en place et à investir dans des écosystèmes de données solides, en particulier pour la prise de décisions fondées sur les données en réponse aux crises. Le Partenariat Mondial apporte un réseau mondial de près de 300 partenaires, tous animés par la mission d'utiliser les données pour accélérer les progrès sur les Objectifs de Développement Durable, tandis que la CEA apporte la puissance du système des Nations Unies et des relations profondes avec les gouvernements à travers le continent.

L'objectif de ces partenariats est de renforcer les mécanismes de réponse des pays et d'aborder les impacts à court et à long terme de COVID-19 avec des données, en cartographiant les populations, en suivant l'impact économique de la pandémie et en renforçant les écosystèmes de données à long terme.

Du Botswana à la Zambie, cette initiative a été déployée dans toute l'Afrique. Elle soutient plus de 40 partenariats entre les gouvernements et plus de 30 partenaires techniques qui apportent des données, des compétences, des outils et des ressources.

Les partenaires ont travaillé ensemble pour développer des connaissances immédiates sur la pandémie, ont partagé leurs connaissances les uns avec les autres pour augmenter la vitesse et l'échelle du changement, et ont développé des compétences pour permettre aux pays de se reconstruire et de faire face aux défis futurs avec résilience.

Le sous-investissement et la faiblesse des systèmes de collecte et d'analyse des données - en particulier la collecte et le partage des données par les institutions intergouvernementales pour une prise de décision rapide - sont des problèmes de longue date sur le continent, et la situation a empiré sous COVID-19. Le besoin de données était aigu, mais la collecte de données qui se ferait normalement en personne ne pouvait avoir lieu ; les enquêtes et les recensements ont été annulés.

Data for Now

40

40 partenariats
entre les
gouvernements

30+

partenaires
techniques qui
apportent des
données, des
compétences,
des outils et des
ressources



People stand at a bus stop in Lagos, Nigeria, with their face masks on after the Lagos State Government made it mandatory for residents to use face masks in public. Photo: Oluwafemi Dawodu/Shutterstock

La pandémie a mis en évidence la nécessité de disposer de systèmes modernes et de méthodes innovantes de collecte des données. Grâce à cette initiative, le Partenariat Mondial et la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) ont contribué aux processus de modernisation des systèmes statistiques des pays, en numérisant la chaîne de traitement des données, de leur collecte à leur diffusion. Ils ont encouragé la prise en compte d'outils, de méthodes et de technologies alternatives et complémentaires, dans le but que cela devienne la norme sur tout le continent.

Au Kenya, le travail a notamment consisté à déployer des efforts importants pour assurer la sécurité alimentaire alors que le pays entrait en période de confinement. Le Partenariat Mondial a collaboré avec le Food Security War Room (FSWR) du Ministère de l'Agriculture pour faire appel à des partenaires technologiques afin de faciliter la collecte et l'analyse des données et de développer une application permettant de suivre les approvisionnements et les solutions. Cette application a permis de gérer des menaces telles que les infestations de criquets.

Au Nigeria, les partenaires se sont réunis pour créer un centre de données complet afin de montrer où les cas de COVID-19 se produisent et quel soutien pourrait être nécessaire. Le Bureau National des Statistiques du Nigéria a utilisé ce centre pour fournir des données aux réunions de haut niveau, notamment aux sous-comités du groupe de travail Présidentiel sur la gestion de la pandémie.

Au Ghana, très tôt dans la période de pandémie, un partenariat existant entre le Bureau National des Statistiques, Vodafone Ghana et la fondation suédoise à but non lucratif Flowminder a été adapté pour fournir des informations sur la mobilité des Ghanéens et pour aider à la planification des urgences de santé publique, à la préparation aux catastrophes et à la réponse. Ces partenariats ont aidé les pays à gérer la pandémie à court terme et continueront à renforcer les systèmes de données à plus long terme. Les partenariats mis en place dans un pays peuvent servir de modèle à d'autres et apporter un soutien aux collègues du continent désireux de tester des approches similaires.

Ces relations ont également créé les bases pour partager d'autres idées et ressources à l'avenir - et reconstruire avec résilience. Des liens plus forts ont été tissés entre les Bureaux Nationaux de statistiques (BNS) et les utilisateurs de données dans les ministères de tutelle. Les coordinateurs résidents des Nations



Au Nigeria, les partenaires se sont réunis pour créer un centre de données complet afin de montrer où les cas de COVID-19 se produisent et quel soutien pourrait être nécessaire.





Abdirisak Aden, Head of GIS, and Mohamud Ali, Head of Population Housing at Puntland Statistics Department. Photo: Faaris Adam/GPSDD

Unies ont collaboré avec les parties prenantes nationales et régionales pour accéder à des ressources financières ou à un soutien en nature.

Les fonctionnaires somaliens ont d'abord acquis de nouvelles compétences dans l'utilisation des données géo spatiales pour estimer l'impact du virus et ont pu utiliser ces compétences par la suite pour la prévision des cyclones et les efforts de rétablissement.

En Afrique de l'Ouest francophone, le Partenariat Mondial a aidé les pays à utiliser de nouvelles méthodes et données pour s'attaquer aux problèmes environnementaux alors que les restrictions de déplacement limitaient le travail sur le terrain.

À maintes reprises, la pandémie a souligné l'importance de travailler ensemble à la recherche de solutions et le caractère crucial des partenariats pour obtenir les meilleurs résultats. Les gouvernements étaient plus disposés à explorer et à adopter des solutions en collaboration avec le secteur privé, la société civile et le monde universitaire, et les processus bureaucratiques ont été réduits au minimum pour toutes les parties prenantes. Ce sentiment d'urgence a dû être contrebalancé par la nécessité de respecter les procédures et la diligence raisonnable - en travaillant avec des partenaires approuvés et de confiance.

Ce rapport explique comment et pourquoi les partenariats de données ont été si cruciaux pendant cette période sans précédent et ce qui a été réalisé lorsque les parties prenantes du monde entier se sont réunies pour partager leurs ressources, qu'il s'agisse de connaissances, de technologies ou de soutien technique. Et il montre comment ce travail devra se poursuivre si l'on veut que le monde soit prêt à faire face aux futures crises sanitaires et à la menace imminente de l'urgence climatique.

Le reste de cette introduction décrit le partenariat entre le Partenariat Mondial et la CEA. Le chapitre 1 se concentre sur les partenariats en matière de données pour les connaissances urgentes sur la pandémie, et le chapitre 2 sur les partenariats pour les besoins futurs en matière de données, tous les deux partageant des leçons pour la prochaine crise. Enfin, la conclusion présente des réflexions sur les enseignements généraux tirés de la pandémie COVID-19. Une carte de tous les partenariats négociés par le Partenariat Mondial et la CEA est incluse dans l'Annexe A.



La pandémie a souligné l'importance de travailler ensemble à la recherche de solutions et le caractère crucial des partenariats pour obtenir les meilleurs résultats



Le pouvoir des réseaux

Le Partenariat Mondial et l'UNECA travaillent ensemble depuis la création du Partenariat Mondial en 2015, alors lorsque le COVID-19 a émergé, il était naturel pour les deux entités d'unir leurs forces pour aider les pays à disposer de meilleures données pour lutter contre la pandémie.

Oliver Chinganya, de l'UNECA, décrit le partenariat entre les deux organisations comme stratégique, où chaque partenaire apporte un ensemble différent de capacités : "Entant que l'UNECA, nous avons une portée régionale dans tous les pays, ce qui n'est pas le cas de la plupart des agences. Nous avons un pouvoir rassembleur, dans la mesure où nous réunissons les pays. Même dans une situation où nous sommes confrontés au COVID-19, nous pouvons les mobiliser pour discuter des problèmes et concevoir des solutions innovantes. Nous avons reconnu que le Partenariat Mondial dispose d'un plus grand nombre de partenaires, dans le secteur privé et le monde universitaire, qui ont la capacité et les outils pour soutenir les pays. Nous savions également que les pays avaient du mal à collecter et à analyser les données pour éclairer leur prise de décision pendant COVID-19. Pour nous, il était clair que nous devions travailler avec le Partenariat Mondial afin que les pays africains puissent bénéficier de ces partenaires mondiaux."

Lorsque le Partenariat Mondial travaille avec les pays, l'accent est mis sur l'écoute des besoins, puis sur l'établissement de connexions pour les aider à répondre à ces besoins. Pour les réponses à COVID-19, il disposait de partenaires très divers prêts à établir des liens avec les gouvernements de tout le continent, notamment l'initiative GRID3 (Geo-Referenced Infrastructure and Demographic Data for Development), la société de logiciels Esri, Facebook et l'Institut de recherche informatique du Qatar, une organisation à but non lucratif. Parmi les gouvernements, COVID-19 a réuni des pays pour trouver des moyens de surveiller et de répondre aux épidémies sur le continent, tout en créant des systèmes qui pourront être utilisés pour les crises futures.

Le partenariat a rapidement donné des résultats. L'une des collaborations les plus importantes a été celle avec Esri. Matthew Pennells, directeur régional pour l'Afrique chez Esri, explique qu'au début de la pandémie, l'entreprise technologique a mis gratuitement à disposition ses modèles de solutions ArcGIS - son application de système d'information géographique - afin de faciliter les réponses au COVID-19. Le Partenariat Mondial et la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique ont aidé à acheminer les modèles là où ils pouvaient être le plus utiles.

Selon Pennells, tout le monde faisait partie de la même équipe et avait le même objectif : "C'était l'une de ces choses où vous travaillez avec vos concurrents, vous travaillez avec vos partenaires". Cela n'avait pas d'importance. Si le téléphone du Partenariat Mondial sonnait, je disais simplement : "Mettez-nous en contact avec les bonnes personnes, et nous ferons avancer les choses". De la même manière, beaucoup de ces personnes étaient des clients et des utilisateurs existants. Nous les avons donc contactés en leur disant que tout cela était là pour vous et qu'il était possible d'y accéder gratuitement si vous en aviez besoin."

Comme ces partenariats et connexions étaient déjà en place, il a été facile de trouver rapidement des solutions. "C'est la force du partenariat", explique Pennells. "Nous nous connaissions déjà, et c'est tout à l'honneur du Partenariat Mondial, car le réseau était déjà là. Il leur a suffi de lancer l'idée, et tout le monde a répondu présent."



Nous nous connaissions déjà, et c'est tout à l'honneur du Partenariat Mondial, car le réseau était déjà là. Il leur a suffi de lancer l'idée, et tout le monde a répondu présent.



Matthew Pennells,
directeur régional pour
l'Afrique chez Esri

Chapitre 1 : Des partenariats de données pour une compréhension urgente de la pandémie

Sans vaccin, au début de 2020, la première ligne de défense contre la pandémie était constituée de bonnes données. Les gouvernements devaient savoir où le virus se propageait et où se concentraient les populations vulnérables, et surveiller les stocks de médicaments et d'équipements de protection individuelle disponibles.

L'une des premières priorités des gouvernements de tout le continent a été de trouver des moyens de rassembler les données disponibles et de les rendre plus faciles à visualiser pour les décideurs gouvernementaux qui s'efforcent de protéger la santé publique, la sécurité alimentaire et l'économie. Le Partenariat Mondial et la CEA ont mobilisé des partenariats pour partager les données entre les gouvernements et entre les secteurs public et privé, et pour rendre les données plus faciles à consulter et à comprendre.

Le Partenariat Mondial a facilité le développement et le renforcement des centres de données COVID-19 dans sept pays - Ghana, Namibie, Nigeria, Sierra Leone, Kenya, Zambie et Guinée - afin de faciliter l'élaboration des politiques et la prise de décision. Il s'agissait notamment de mettre en relation les parties prenantes gouvernementales avec les fournisseurs d'infrastructures de données et les producteurs de données concernés, et de connecter les bureaux statistiques nationaux avec les ministères de tutelle et les parties prenantes non gouvernementales, telles que les universités et les acteurs du secteur privé, afin de consolider et d'améliorer l'analyse et la compréhension des données.

Sur tout le continent, le Partenariat Mondial et l'UNECA ont souvent constaté que les ministères ne partageaient pas suffisamment leurs données. La mise en place de ces centres de données était un moyen d'encourager le partage, car les centres de données sont d'autant plus efficaces qu'ils peuvent héberger davantage d'informations, ce qui implique l'obtention de données administratives auprès de tous les ministères.

Les pays ont pu mettre au point des tableaux de bord contenant des données visuelles et analysées sur les cas confirmés, les guérisons, les décès et d'autres indicateurs susceptibles d'éclairer les gouvernements, les entreprises et les communautés dans leur réponse au COVID19. Ces centres de données ont permis de donner un aperçu immédiat de la propagation du virus et de ses répercussions sociales et économiques. Ils ont également fourni une base pour ajouter d'autres mesures à utiliser pour d'autres besoins, notamment les pandémies futures, les

**Le
Partenariat
Mondial**

7

des centres
de données
COVID-19
dans 7 pays

14

Partenariats
pour le
renforcement
des capacités
dans 14 pays

interventions sanitaires ou l'adaptation au changement climatique.

Dans de nombreux cas, les responsables gouvernementaux ont dû acquérir rapidement de nouvelles compétences pour pouvoir tirer parti des nouvelles sources de données et développer 12 des informations. Le Partenariat mondial a facilité l'établissement de partenariats pour le renforcement des capacités afin d'apporter un éclairage immédiat sur la pandémie dans 14 pays : Burkina Faso, Ghana, Madagascar, Maurice, Namibie, Nigeria, République centrafricaine, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Somaliland, Soudan du Sud, Togo et Zambie.

Oliver Chinganya, Directeur du Centre de Statistiques pour l'Afrique à l'UNECA, affirme que COVID-19 a aidé les pays à comprendre l'importance de disposer de données en temps réel : "C'est vraiment quelque chose que nous avons vu évoluer, les pays qui demandent plus de façons d'envisager les choses en termes de diffusion des données. La collecte et l'analyse des données peuvent également être vues en temps réel. C'est aussi un grand changement."

Alors que le Partenariat Mondial et ses partenaires commencent à se concentrer sur le rétablissement et la résilience après l'épidémie COVID-19, Davis Adieno, directeur des programmes du Partenariat mondial, affirme que les hubs créés pendant la pandémie auront une utilité considérable à l'avenir et permettront de renforcer le soutien aux données auprès du public et des politiciens.

"Les centres mis en place intègrent de multiples plateformes et sources de données", explique-t-il. "Les défis mondiaux autour du climat, de la pauvreté et de la faim sont largement les mêmes, mais exacerbés par COVID-19. Les données mises à disposition par les hubs continueront à soutenir les gouvernements dans ces domaines critiques et à favoriser la réponse aux crises. Les hubs sont vraiment utiles pour améliorer le profil des données, non seulement parmi les organisations, mais aussi dans la population générale, car avec la pandémie, tout le monde a soudainement prêté attention aux chiffres. COVID-19 a catalysé et accéléré l'importance des données, un sujet dont nous parlions depuis tant d'années. Les pays qui ne prêtaient pas attention aux partenariats et à la collaboration autour des données se manifestent aujourd'hui, en disant qu'ils savent que c'est important et qu'ils voient la valeur de ce que ces partenaires fournissent."

Toutefois, selon Adieno, les plateformes doivent être durables - ce qui signifie qu'elles doivent être financées. Si les pays font appel à des partenaires du secteur privé pour les héberger et les construire, il faut alors envisager de payer les licences. Même dans une situation d'urgence, il est important de s'assurer que les nouveaux produits sont durables et que les pays choisissent des solutions qui leur conviennent pour l'avenir.

"Si de nombreux pays ont reçu un accès gratuit pour des périodes limitées, ils doivent réfléchir à la manière de maintenir ces centres en activité sur le long terme. Les pays ont souligné leur utilité pour des interventions autres que COVID-19. Nous souhaitons que les pays s'engagent à intégrer ces hubs dans leur utilisation quotidienne, ce qui nécessite que les gouvernements s'engagent à les financer sur le long terme", explique Adieno.

Les nouvelles compétences survivront à la pandémie et renforceront les systèmes de données à plus long terme, en augmentant l'utilisation de données opportunes et inclusives pour la prise de décision au sein du gouvernement. Ces systèmes de données doivent aller au-delà des pandémies et englober l'impact économique et social plus large de chocs tels que les pandémies, les inondations et les sécheresses ou, dans le cas du Kenya, les criquets.



Les hubs créés pendant la pandémie auront une utilité considérable à l'avenir et permettront de renforcer le soutien aux données auprès du public et des politiciens.



Davis Adieno, Directeur des programmes du Partenariat mondial



ÉTUDE DE CAS

Tableau de bord des produits alimentaires de base au Kenya



A woman buying cauliflower at Wangige Market in Kiambu, Kenya. Photo: Elphas Ngugi/GPSDD

Lorsque les cas de COVID-19 sont apparus au Kenya, on craignait que les restrictions inévitables empêchent les gens de transporter leurs produits de la ferme au marché ou d'importer des denrées de base des pays voisins. Une invasion de criquets dans la région au début de 2020 a encore menacé l'approvisionnement alimentaire de dizaines de millions de personnes. Avant même la conférence COVID-19, [the Food and Agriculture Organization of the United Nations](#) l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) avait constaté que près d'une personne sur cinq était en situation d'insécurité alimentaire au Kenya.

Le Kenya a été un partenaire fondateur du Partenariat Mondial en 2015. Depuis lors, la relation s'est développée, avec de nombreuses collaborations au cours des six dernières années. Au cours des premiers mois de la pandémie, l'accent a été mis sur la collecte et le partage de données en temps réel afin d'aider la nation dans sa résilience, tout en établissant un schéma directeur pour une utilisation à l'avenir.

Le Partenariat mondial était l'un des partenaires du FSWR, un consortium mis en place pour garantir l'accès à la nourriture au Kenya alors que les déplacements sont limités. La clé de la mise en œuvre était l'accès aux données permettant de savoir quelle nourriture est disponible et où elle se trouve.

Karen Bett, une chargée de mission du Partenariat Mondial qui a travaillé sur ce projet, raconte que tout a commencé par une conversation sur WhatsApp. "Nous avons commencé à faire un brainstorming sur certaines des solutions pour lutter contre l'insécurité alimentaire. Et dès le départ, il était clair que ce qui préoccupait ces parties prenantes était l'état de l'accès à la nourriture dans le pays."

**Food
insecurity**

1 / 5

les Kenyans
étaient en
situation
d'insécurité
alimentaire
avant même le
COVID-19

Le Partenariat Mondial a pu négocier une solution en utilisant la technologie géo spatiale d'Esri. Richard Ndegwa, Coordinateur National du Programme de Soutien au Développement du secteur agricole au ministère de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et des coopératives, affirme que cet effort a fait une réelle différence. Des agents de comté et des recenseurs ont été envoyés dans tout le pays pour travailler avec les agriculteurs et les stockeurs afin de recueillir des données sur le type, les excédents et les prix des aliments disponibles. Ils ont saisi leurs résultats dans une application, qui alimente un système en ligne que le FSWR peut utiliser pour prendre des décisions.

Les fonctionnaires du Ministère disposaient de données fiables et en temps réel pour comprendre pleinement la situation et les inquiétudes qu'ils entendaient de la part des gens dans tout le pays.

“Ceux qui fournissent des produits alimentaires aux différents marchés étaient préoccupés par la restriction des mouvements pendant le confinement”, explique Ndegwa. “L'une de ces préoccupations concernait les marchés et le transport des produits. L'autre préoccupation signalée dans diverses parties du pays concernait la disponibilité, l'accessibilité et le caractère abordable des aliments de base. On craignait que les prix n'augmentent et, par conséquent, si les prix devaient augmenter, la situation de ceux qui sont généralement en situation d'insécurité alimentaire allait être aggravée par les restrictions.”

Mildred Sangura a formé et coordonné les enquêteurs et est également allée collecter des données à Mombasa. Bien qu'il s'agisse d'une période incertaine, dit-elle, l'importance du travail l'a incitée à sortir chaque jour pour collecter des données auprès des stockistes : “Nous leur avons expliqué que ces données étaient importantes car elles allaient être utilisées par le gouvernement pour prendre des décisions en matière de rationalisation, car, par exemple, Mombasa est un comté de destination pour la plupart des produits de base. Nous leur avons expliqué que ‘peut-être que dans votre comté vous manquez de certains produits, mais qu'ils sont en excès dans un autre comté, donc le gouvernement peut utiliser ce genre d'information pour vous aider à y avoir accès”.

Elle a également profité de l'occasion pour expliquer ce qu'était le COVID-19 et les précautions sanitaires que les gens devaient prendre. Bien qu'elle ait eu peur de contracter le virus elle-même, elle a persévéré car elle considérait qu'il s'agissait d'un travail important. “Je me suis convaincue que la collecte de ces informations était cruciale - si nous obtenons les données et si le gouvernement les obtient et les utilise de la bonne manière, un certain nombre de vies seront sauvées”, dit-elle. “Je crois que j'ai beaucoup contribué car on ne peut pas dissocier l'aliment de la sécurité alimentaire et de la santé. Certaines décisions ont été prises, comme le déploiement de programmes tels que le projet de potager,¹ donc j'ai le sentiment d'avoir contribué à l'amélioration des moyens de subsistance au cours de cette période COVID.”

La technologie utilisée pour collecter, analyser et visualiser toutes ces données provient de la société technologique mondiale Esri, qui a offert ses services gratuitement.

Clifford Okembo, Président Directeur General de Esri Eastern Africa, basé au Kenya, était fier d'être impliqué. “Ils [la FSWR] recevaient des informations en temps réel, ils



Des agents de comté et des recenseurs ont été envoyés dans tout le pays pour travailler avec les agriculteurs et les stockeurs afin de recueillir des données sur le type, les excédents et les prix des aliments disponibles.



¹ Le ministère de l'Agriculture du Kenya livre des sacs, des semences et des réservoirs d'eau à un million de foyers kenyans dans les zones rurales et urbaines pour atténuer l'impact des graves pénuries alimentaires pendant la pandémie.

prenaient des décisions, presque en temps réel, dans la mesure où le Ministre pouvait vérifier presque tous les jours où en était le projet et où nous en étions”, dit-il.

Pour Ndegwa, du Programme de Soutien au Développement du secteur agricole, la clé du projet a été de trouver des moyens de mobiliser toutes les mains sur le pont et d'utiliser les structures et les capacités existantes au niveau du comté pour collecter et agréger rapidement les données sur les stocks alimentaires disponibles. “Une fois que nous avons rassemblé les données, elles ont été partagées avec les dirigeants au niveau du comté. Et elles ont également été partagées avec les dirigeants nationaux par le biais du FSWR qui avait été créé. Et ils ont pu examiner les données et prendre des décisions, en particulier l'une des décisions qui a été prise pour s'assurer que le système d'approvisionnement alimentaire ne soit pas perturbé.”

Le FSWR s'est vite rendu compte que, malgré les restrictions de circulation, les camions devaient toujours transporter des denrées alimentaires à travers le Kenya pour répondre à la demande et éviter des hausses de prix importantes. Ndegwa explique que son équipe a utilisé les données recueillies pour s'assurer que les véhicules transportant des denrées alimentaires à travers le pays et en provenance des pays voisins étaient autorisés à circuler et à passer les barrages routiers.

Selon Ndegwa, la pandémie a permis de mettre l'accent sur l'utilisation de la technologie pour améliorer le bien-être. “Le coronavirus est un nuage noir, mais il a aussi ses bons côtés. Et l'une de ces lueurs d'espoir est de faire en sorte que les pays adoptent la technologie.”

Ce recours croissant à la technologie a notamment permis de passer de la formation en personne à la formation à distance, un moyen efficace de contribuer au renforcement des capacités dans les bureaux du gouvernement et dans les comtés, explique Ndegwa.

Après COVID-19, prévoit-il, le Kenya voudra continuer à utiliser la technologie pour améliorer la collecte des données pour améliorer en fin de compte la précision et l'efficacité du contrôle de la sécurité alimentaire. Les applications qui ont été développées peuvent être personnalisées et utilisées pour améliorer l'accès aux informations sur le marché et aux liens.

“L'application que nous avons utilisée a été très, très utile”, dit-il. “Elle nous a donné une indication du potentiel de la technologie dans la collecte et le partage de données fiables et en temps réel pour aider dans la prise de décision et aussi pour informer les interventions ou les stratégies ou les politiques qui devaient être mises en place par les décideurs.”

Karen Bett, du Partenariat Mondial, fait remarquer que certains pensaient que la création d'une application n'allait pas permettre de résoudre les problèmes complexes du Kenya, mais l'introduction d'une application s'est avérée être un catalyseur pour encourager des changements plus importants. “Cela faisait partie d'une solution”, explique Karen Bett. “Le Gouvernement ne connaissait pas la situation de la sécurité alimentaire, et c'était un moyen de surmonter cela. L'objectif global est que le Gouvernement et toutes les parties prenantes comprennent maintenant l'importance d'obtenir ces informations et la manière dont cela peut être fait. Le processus amènera le gouvernement à repenser la manière dont il traite les données et à rendre les systèmes de données résilients. Nous ne devrions pas chercher à ce que les agriculteurs mobilisent la collecte de données en cas d'urgence. La prochaine fois qu'il y aura une urgence, nous voulons qu'ils soient prêts à partir avec ce système.”

“

Le coronavirus est un nuage noir, mais il a aussi ses bons côtés. Et l'une de ces lueurs d'espoir est de faire en sorte que les pays adoptent la technologie.

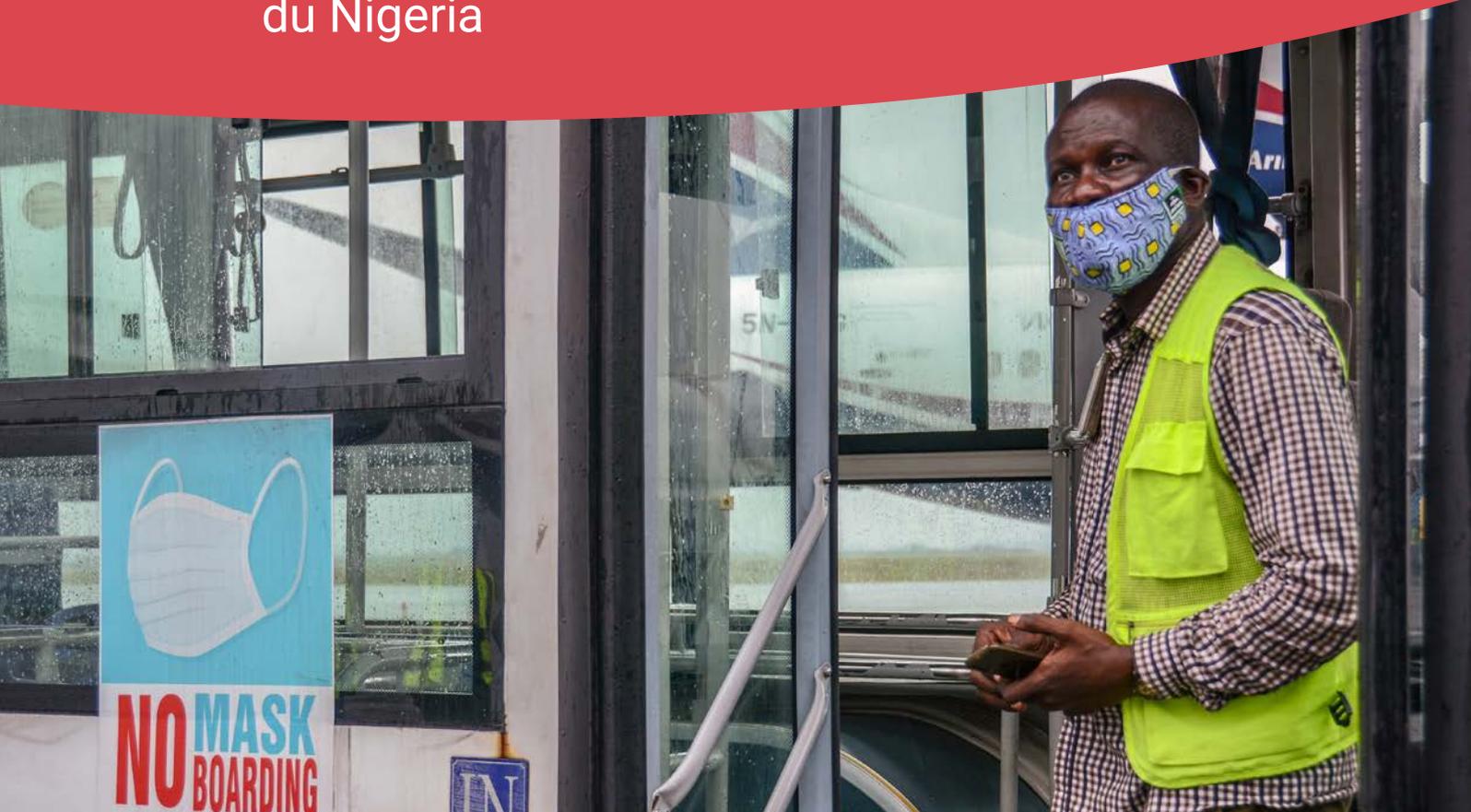
”

**Richard Ndegwa,
Coordinateur National
du Programme d'Appui
au Développement
du Secteur Agricole
au Ministère de
l'Agriculture, de
l'Élevage, de la Pêche, et
coopératives**



ÉTUDE DE CAS

Le centre de données COVID-19 du Nigeria



Airport staff member at Lagos Airport stands at the door of a bus as domestic flights resume in Nigeria. Photo: Oluwafemi Dawodu/Shutterstock

Lorsque le COVID-19 a frappé, le monde entier s'est inquiété de ce qui allait se passer dans la nation la plus peuplée d'Afrique. Le Nigeria compte plus de 200 millions d'habitants, dont plusieurs quartiers informels qui constituent des points chauds. On craignait donc que le système de soins de santé, déjà surchargé, ne puisse pas résister à une propagation rapide du virus. On craignait également que la faible confiance du public dans les systèmes de soins de santé et la désinformation généralisée sur le virus ne viennent compliquer la lutte efficace contre le COVID-19.

Disposer de données, de preuves et d'un accès facile aux informations était vital pour cette nation d'Afrique de l'Ouest pendant la pandémie, et le gouvernement souhaitait rassembler les informations pour les rendre plus faciles à utiliser et à comprendre.

Le Partenariat Mondial, l'UNECA et leurs partenaires ont travaillé avec le Bureau National des Statistiques du Nigeria (NBS) pour créer un centre de données complet afin de montrer où se trouvent les cas de COVID-19 et quel soutien pourrait être nécessaire.

Le Partenariat Mondial a identifié le Consortium GRID3 (l'organisation à but non lucratif Flowminder, la société de services de données géo référencées Fraym, Esri et le Fonds des Nations Unies pour la Population), l'Institut de Recherche

**Nigeria
population**

200m

dont plusieurs
quartiers
informels qui
constituent
des points
chauds.

Informatique du Qatar et la Fondation Surgo comme des fournisseurs de solutions qui permettraient au Bureau National des Statistiques du Nigeria (NBS) de mettre à jour son système de suivi COVID-19 existant pour en faire un centre de données COVID-19 plus robuste.

En deux mois, le centre de données COVID-19 a été lancé, incorporant et présentant des informations sur la pandémie, avec des numéros de cas et des informations sanitaires provenant de diverses sources, notamment le système de suivi COVID-19 du Centre de contrôle des maladies du Nigeria. Grâce au Partenariat Mondial, le Centre de données a été élargi et des données supplémentaires ont été intégrées, notamment des données sur la mobilité provenant de Flowminder et du Qatar Computing Research Institute. Le centre était un guichet unique convivial pour COVID-19, utilisé par le gouvernement, le Groupe de Travail Présidentiel sur COVID-19, le Centre Nigérien de Contrôle des Maladies et toute autre personne désireuse de comprendre la situation dynamique du Nigeria.

Le NBS a apporté au centre d'autres informations essentielles, notamment l'emplacement des établissements de soins de santé, les cas par région et l'emplacement des épicentres de l'infection, provenant de diverses sources, dont le Nigeria Centre for Disease Control, Our World in Data et le MRC Centre for Global Infectious Disease Analysis de Imperial College.

Lola Talabi-Oni, Conseillère Technique auprès du Statisticien Général du NBS au Nigeria, explique que la capacité du Nigeria à gérer le COVID-19 suscitait de vives inquiétudes. Très tôt, le Partenariat Mondial s'est manifesté, proposant d'organiser des partenariats et des produits pour aider à suivre la pandémie au Nigeria. "Après avoir consulté ces partenaires, nous avons opté pour un centre de données COVID. Recueillir tous les différents points de données qui sortent à travers le pays était le moyen le plus pertinent et le plus facilement accessible pour nous de surveiller la pandémie", explique Talabi-Oni.

Les principales raisons de la nécessité de ce centre sont les difficultés d'accès aux données, la bureaucratie et les problèmes de coordination entre les agences gouvernementales qui tentent de partager des données.

Selon Talabi-Oni, le bureau est confronté à des défis similaires à ceux rencontrés dans d'autres pays en développement. Le Bureau National des Statistiques doit s'appuyer sur des données administratives qui sont collectées auprès d'autres Ministères. "De nombreuses agences ne sont peut-être pas aussi transparentes ou n'ont pas la capacité d'être aussi transparentes de manière constante, et certains producteurs de données ne sont pas très à l'aise avec l'idée de partager des données", dit-elle. "On a parfois l'impression qu'une fois que l'on partage les données, on n'en a plus la propriété."

Le Bureau National de Statistiques du Nigeria NBS s'est efforcée de renforcer les capacités au sein des agences ainsi que la sensibilisation à la culture des données, ce qui s'est avéré particulièrement nécessaire dans la bataille que mène le pays pour contenir le COVID-19.

Il était nécessaire de travailler avec l'ensemble du gouvernement et d'obtenir le plus de données possibles, accessibles à tous, pour instaurer la confiance dans la gravité de la pandémie. Le NBS voulait s'assurer que chaque fois que quelqu'un cherchait des informations sur les cas, il verrait les mêmes chiffres.



Les principales raisons de la nécessité de ce centre sont les difficultés d'accès aux données, la bureaucratie et les problèmes de coordination entre les agences gouvernementales qui tentent de partager des données.



“C’était vraiment important parce que, pendant le COVID, vous aviez des données provenant du Ministère de la Santé, vous aviez des données provenant du Centre nigérian de Contrôle des maladies, vous aviez des données provenant du Groupe de Travail Présidentiel”, dit-elle.

La NBS s’est efforcée d’harmoniser les données provenant de différentes sources et agences. “Nous avons pensé que c’était une très bonne occasion de tout rassembler afin que, même s’il existe de multiples points de données, les gens aient accès à un seul centre où ils peuvent voir les données provenant de ces différentes agences”, explique Talabi-Oni.

Le NBS a collaboré avec le Centre nigérian de contrôle des maladies afin de partager et d’agrèger des données pour le centre, notamment des cartes des points de repère, des hôpitaux, de l’accès à l’eau et de l’accès aux soins de santé au niveau du gouvernement local.

Le NBS a été en mesure de “rassembler tous les différents points de données disponibles au sein du gouvernement, et de les rendre accessibles et utiles non seulement aux décideurs politiques au sein du gouvernement, mais aussi aux utilisateurs extérieurs”, explique Talabi-Oni.

Le Centre a été utilisé lorsque la NBS a été appelée à fournir des données pour des réunions de haut niveau, notamment pour les sous-comités du groupe de travail présidentiel sur la gestion de la pandémie.

Il a également encouragé d’autres ministères et agences à utiliser les données dans l’élaboration et la planification de leurs politiques. “Cela a également contribué à garantir que les réponses politiques soient fondées sur des données et pilotées par des données, et non seulement cela, mais aussi que tout le monde chante la même chanson”, déclare Talabi-Oni.

Le centre était une ressource importante pour l’information du public ainsi que pour la prise de décision gouvernementale. Dans le monde entier, alors que la nouvelle de la pandémie se répandait et que les restrictions de mouvement prenaient effet, le climat était propice à la désinformation. C’était également le cas au Nigeria. Les théories du complot étaient très présentes sur les médias sociaux, tout comme les remèdes non vérifiés contre le virus.

Jamie Hitchen, un chercheur indépendant qui s’est penché sur les impacts de la désinformation au Nigeria, observe que la source d’information est importante lorsqu’il s’agit de la confiance du public. “Si vous disposez de données merveilleuses et crédibles, mais que l’institution qui les produit manque de crédibilité ou de notoriété, les données qu’elle produit risquent de ne pas être très bien accueillies par le public”, explique-t-il.

Il souligne que pour renforcer la confiance, il est essentiel de produire des données crédibles, collectées de manière aussi transparente que possible, et de les partager. Cela permettra de remettre en question les idées fausses que les gens peuvent avoir sur le virus. “S’ils disposent de ces informations et croient aux risques, ils sont plus susceptibles de se conformer aux directives de santé publique”, dit-il. “Du point de vue de la planification, il est également important que les autorités sanitaires et les autres parties prenantes disposent de données crédibles qu’elles peuvent utiliser pour apporter des réponses nuancées.”

“

Le centre était une ressource importante pour l’information du public ainsi que pour la prise de décision gouvernementale.

”

Gbenga Sesan, Directeur Exécutif de Paradigm Initiative, une organisation panafricaine qui défend les droits et l'inclusion numériques, note que le contrat social qui devrait exister entre les citoyens et le gouvernement a été érodé par des années de corruption et de mauvaise gouvernance qui ont amené les gens à se méfier des promesses du gouvernement. Les données peuvent jouer un rôle important dans la réparation de cette brèche. "Les données permettent aux citoyens d'obtenir des informations vérifiables et dignes de confiance", explique-t-il. "Au lieu de promesses grandiloquentes, les données peuvent être soumises à des tests de temps et d'action."

Toutefois, les données doivent être fournies dans un contexte auquel les citoyens peuvent s'identifier, dit-il, et elles doivent également être actuelles. Par exemple, des données de 2001 utilisées pour justifier une politique de 2021 seront considérées comme suspectes, dit-il.

Pour lutter contre le COVID-19, Sesan pense également que la qualité des données au Nigeria joue un rôle crucial. "Il y a déjà beaucoup de désinformation sur le COVID, les vaccins et la nécessité d'aplanir la courbe, donc toute information qui ne contribue pas à dissiper ce problème y contribue", dit-il. "Les données ont le potentiel d'inciter les citoyens à y regarder à deux fois, à vérifier de manière indépendante ou à faire davantage confiance."

Pour Talabi-Oni, cette question de confiance était très importante. Selon elle, il est crucial pour le Bureau national des statistiques que le public puisse avoir confiance dans les chiffres qu'il publie par le biais des tableaux de bord, et il était important que tout le monde puisse les voir.

Elle était consciente que les utilisateurs des ensembles de données, y compris les membres du grand public, avaient souvent du mal à compiler les points de données s'ils devaient se rendre à différents endroits pour les obtenir. Il était donc crucial de rassembler toutes ces données sur un seul et même centre de données doté d'un tableau de bord et de faire en sorte qu'elles soient faciles à comprendre et à consulter, ajoute-t-elle.

"Il s'agit d'une bonne étude de cas pour nous, qui montre que nous pouvons créer une visualisation des données et développer nos capacités en matière de systèmes d'information géo spatiale (SIG) au sein du Bureau national des statistiques", explique-t-elle. "Je voulais que ce soit aussi un centre où d'autres, y compris des établissements d'enseignement supérieur, puissent ajouter leurs analyses. Nous voulions le rendre ouvert et accessible autant que possible."

Le centre de données COVID-19 a joué un rôle essentiel dans l'instauration de la confiance et de la sensibilisation du public à l'égard de COVID-19 au Nigeria, où il y avait tant d'incertitudes.

"[Notre centre de données COVID-19] aide les gens à comprendre certaines des données que les gouvernements utilisent également. C'est un peu plus inclusif", conclut Talabi-Oni. "Cela renforce la confiance, cela renforce la compréhension, et c'est un monde dans lequel nous voulons aussi tout à fait vivre."



Le centre de données COVID-19 a joué un rôle essentiel dans l'instauration de la confiance et de la sensibilisation du public à l'égard de COVID-19 au Nigeria, où il y avait tant d'incertitudes.





ÉTUDE DE CAS

Ghana Mobile Call Detail



A seller at a market in Accra, Ghana, uses her cell phone. Photo: Jordi Perdigó/GPSDD

Les données de téléphonie mobile sont extrêmement précieuses pour fournir des tendances géo localisées, mais les débloquer de manière sûre et transparente prend du temps. Un partenariat mis en place en 2017 s'est révélé crucial trois ans plus tard dans la lutte du Ghana contre le COVID-19.

Au cours du processus 2017 de la feuille de route nationale des données du Ghana (Ghana National Data Roadmap), qui était soutenu par le Partenariat Mondial, les Services Statistiques du Ghana (GSS) ont tenu des conversations qui ont abouti à un partenariat public-privé avec Vodafone Ghana et la fondation Flowminder, avec le soutien de la Fondation Hewlett. Ce partenariat avait pour but d'exploiter des données mobiles anonymes et agrégées pour faire progresser la production de statistiques officielles. La source de données ainsi créée devait être utilisée pour mieux comprendre la mobilité des Ghanéens, notamment pour faciliter la planification des urgences en matière de santé publique, la préparation aux catastrophes et la réponse à celles-ci. Pendant la pandémie de COVID-19, les autorités ont utilisé ces données pour éclairer leurs réponses.

Le 30 mars 2020, le Ghana a fermé les écoles, interdit les rassemblements publics et mis en place un confinement dans certaines grandes villes. En utilisant des enregistrements anonymes et agrégés d'appels téléphoniques mobiles, les scientifiques des données ont pu produire des estimations rapides de la mobilité afin d'obtenir des informations de haut niveau sur la façon dont ces restrictions ont affecté les mouvements des personnes, fournissant ainsi un regard critique et opportun sur l'efficacité du confinement.



Les données de téléphonie mobile sont extrêmement précieuses pour fournir des tendances géo localisées, mais les débloquer de manière sûre et transparente prend du temps.



Le 3 avril, le GSS a publié un rapport détaillant ces premiers résultats. En examinant l'évolution du nombre d'abonnés actifs à la téléphonie mobile dans les différents districts un jour donné, les responsables ont pu surveiller le volume des mouvements au sein des districts et entre eux et comprendre l'efficacité du verrouillage sur la restriction des mouvements, ce qui a permis d'arrêter la propagation du virus. Le 15 mai, le GSS a publié un deuxième rapport sur les déplacements dans le pays après la levée des mesures de confinement le 20 avril. Ce rapport a révélé que les niveaux de mobilité sont restés plus faibles qu'avant la mise en œuvre des restrictions initiales.

Le partenariat Data for Good entre GSS, Vodafone et Flowminder a été formé pour renforcer la prise de décision en matière d'aide humanitaire et de développement au Ghana, et COVID-19 a prouvé à quel point ce partenariat a été important en cette période de crise sans précédent.

Encadré 1 : Paysage et relevé rapide des vaccins

Lorsque les vaccins COVID-19 ont commencé à être disponibles, les gouvernements ont dû planifier et livrer rapidement, en utilisant des stratégies de déploiement efficaces et équitables. Dans le contexte d'une offre limitée et d'une forte attente du public, les données étaient essentielles pour déterminer des stratégies d'allocation appropriées. Cependant, en général, la navigation et la saisie d'informations sur le secteur de la santé sont complexes en raison de la dynamique politique et de la sensibilité des données personnelles, qui ont été renforcées par le potentiel de concurrence et les pressions mondiales du nationalisme en matière de vaccins.

Tirant parti des relations établies avec les pays du continent, le Partenariat mondial s'est associé au Frontiers Technologies Hub par l'intermédiaire de sa plateforme COVIDaction pour recueillir des informations sur les approches de certains États africains en matière de distribution de vaccins afin d'informer d'autres partenariats de données. Les informations recueillies ont montré que l'accès aux populations rurales, la cartographie des groupes prioritaires, la garantie que les vaccins leur parviennent via la logistique de la chaîne du froid et l'approvisionnement en doses adéquates figuraient parmi les principaux défis à relever en matière de distribution. L'objectif était d'aider les pays à se doter des capacités et des outils nécessaires pour concevoir leurs stratégies d'allocation et de distribution des vaccins dans un environnement qui évolue rapidement.

Cet effort était sous-tendu par des problèmes plus systémiques de partage des données. Compte tenu du niveau élevé d'examen de la réponse à la pandémie, les préoccupations en matière de confidentialité et d'opposition politique ont empêché les gouvernements de partager les données entre les agences et les informations externes sur les besoins potentiels en capacités. Il faut du temps et de la confiance pour convaincre les organismes détenteurs de données de partager des informations sensibles. Le meilleur moment pour travailler sur le partage des données est avant que la crise ne survienne - cela demande de la patience, de la diligence et des efforts de renforcement des capacités et repose souvent sur des relations personnelles.

Mike Klein, responsable des données COVID action au Ministère Britannique des Affaires Etrangères, du Commonwealth et du Développement, déclare : "Le Partenariat Mondial a pu rapidement puiser dans son réseau pour fournir des informations provenant directement des gouvernements afin de nous aider à comprendre quelles solutions pourraient être utiles. Nous continuerons à travailler avec eux en tant que connecteur entre les relations au niveau des pays et les technologues pour fournir un soutien rapide."

Pour aider les pays à comprendre les défis de la demande et de l'accès aux vaccins dans un environnement qui évolue rapidement, le Partenariat Mondial et la CEA ont également travaillé avec la plateforme de sondage mobile GeoPoll pour mener une enquête sur la perception du public en Afrique du Sud, au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Kenya, au Mozambique, au Nigeria et en Zambie, afin d'évaluer la volonté et la probabilité du public de recevoir un vaccin COVID-19.

L'enquête a révélé que la perception du vaccin était en train de changer par rapport à une enquête similaire menée par le CDC Afrique fin 2020, avec une baisse de la probabilité de se faire vacciner et des disparités de perception entre les sexes et les groupes d'âge. Ce constat suggère la nécessité d'organiser d'urgence des campagnes de vaccination et des plans de communication adaptés à des groupes démographiques spécifiques. La confiance des citoyens est la clé de la campagne de vaccination et nécessite des mécanismes pour maintenir l'élan ainsi qu'une collecte et une analyse régulières des données pour corriger rapidement le tir - un défi auquel tous les pays sont confrontés.



African Union Mission in Somalia during the handover of COVID-19 relief items Wadajir district. Photo: AMISOM Public Information

Les leçons à tirer pour la prochaine crise

- **La confiance est essentielle.** La confiance doit régner entre le gouvernement et les partenaires de ressources, entre les partenaires de ressources non étatiques, et entre le gouvernement et les citoyens pour un partage et une consommation efficaces des données. En particulier en temps de crise, lorsque la situation évolue rapidement et est incertaine, il est essentiel de mettre à disposition des données et des informations de manière utilisable, transparente et accessible, en les rassemblant pour les décideurs et le public afin d'accroître la sensibilisation et de favoriser la confiance.
- **Les éclaireurs augmentent l'efficacité.** Il est essentiel d'identifier et de collaborer avec des personnes et des agences au niveau national qui sont de confiance et peuvent naviguer dans le système. Ces gardiens aident à ouvrir des portes, à trouver des personnes capables de prendre des décisions rapidement et, en fin de compte, à faciliter le processus de partenariat et l'acceptation des solutions.
- **La préparation est payante.** Les consortiums de partenaires techniques disposant de ressources prêtes à l'emploi sont les plus efficaces pour faciliter les partenariats de données à réponse rapide, en particulier à grande échelle. Cela permet aux partenaires qui se connaissent déjà de se mobiliser rapidement, de mettre en commun et de déployer leurs ressources, et de déléguer efficacement au partenaire le plus pertinent en fonction du contexte et des besoins en matière de données. La préparation nécessite également un investissement et une priorisation des données par les financeurs nationaux et externes.
- **Construire dans la durabilité.** Une crise exige une réponse rapide. Mais lors de la mise en place d'une infrastructure de données telle que les hubs de données, il est important de tenir compte des implications en termes de durabilité, tant d'un point de vue financier que social. Cela peut signifier l'élaboration d'un plan de transition d'un modèle de licence pro bono ou à la traîne vers un modèle plus durable qui permet un accès et une utilisation cohérents, ou l'intégration de points de rupture pour garantir que les décisions sont responsables devant les personnes susceptibles d'être affectées.

Chapitre 2 : Partenariats pour les besoins futurs en matière de données

Les partenariats en matière de données ont été essentiels pour acheminer les bonnes données au bon endroit afin d'aider à gérer la pandémie en Afrique. Pourtant, le potentiel de ces partenariats se situe à bien plus long terme : il s'agit de laisser derrière eux des systèmes plus solides, capables de fournir des données lors de crises futures et d'éclairer les activités courantes du gouvernement.

Communautés pour le partage des connaissances

Le renforcement de la communauté, pour partager les connaissances et renforcer les relations, était essentiel dès le départ. Avant même le lancement du programme, en avril 2020, la CEA et le Partenariat Mondial ont organisé une session pour que les partenaires puissent partager leurs expériences et leurs défis dans la lutte contre les impacts de la pandémie. La session a porté sur les différentes approches que les gouvernements avaient adoptées en matière de gestion des données dans le cadre de la pandémie, ainsi que sur les cadres nationaux de coordination, le partage des données, l'utilité des plateformes de données disponibles et le rôle des Bureaux Nationaux de Statistiques (BNS) et des autres parties prenantes. En outre, les participants ont souligné les lacunes et les besoins émergents en matière de données et d'informations. Ce travail a préparé le terrain pour établir des relations solides tout au long du programme.

Au fur et à mesure que le travail se développait, les pays se sont réunis pour apprendre les uns des autres. Le Partenariat mondial a organisé cinq activités d'apprentissage conjointes, réunissant des participants de 18 pays pour partager leur expertise sur des sujets tels que le développement du centre de données COVID-19, le suivi de la mobilité de la population et la recherche des contacts, le suivi de l'impact économique et les approches et données du recensement de la population. Nombre de ces relations perdureront au-delà de la pandémie, renforçant les systèmes de données sur tout le continent.

Au sein des pays, l'accent a également été mis sur les relations à long terme. Des groupes de travail ont été créés dans 11 pays² réunissant des acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux, afin de créer les liens formels et informels qui survivront à la pandémie et prépareront le terrain pour la mise en place de systèmes résilients dans les années à venir. Les équipes nationales de l'ONU ont joué un rôle essentiel en rassemblant tous les acteurs du secteur et en réunissant tout le monde autour de la table.

2 Cabo Verde, Ghana, Guinée, Kenya, Madagascar, Namibie, Nigeria, Sierra Leone, Somalie, Somaliland, et Togo.

The Global Partnership

5

joint des activités d'apprentissage conjointes, rassemblant 18 pays

Groupes de travail

11

des pays



ÉTUDE DE CAS

L'échange de connaissances entre le Ghana et la Namibie



A woman has her hands sanitized at a political event in Accra, Ghana as part of coronavirus protocols. Photo: Delali92/Shutterstock

Le Ghana a été l'un des premiers pays du continent à travailler avec le Partenariat Mondial à l'élaboration d'un tableau de bord comportant diverses mesures de surveillance de la COVID-19 - allant au-delà du simple nombre de cas. Ce tableau de bord compile des informations issues de recensements et d'enquêtes, notamment l'accès limité à l'eau et au savon pour le lavage des mains, les ménages fumeurs et ceux qui comptent plusieurs ménages dans une même pièce - autant de facteurs qui augmentent le risque de COVID-19.

Omar Seidu, du Service Statistique Ghanéen, explique que la mise en place de cette plateforme a été rapide, les partenaires n'hésitant pas à apporter leur expertise : "Nous nous sommes adressés au Partenariat mondial et, en l'espace de 48 heures, nous étions déjà en discussion avec Esri, puis, en moins de cinq jours, nous avons mis en place cette plate-forme. Les premiers cas de COVID au Ghana sont apparus à la mi-mars. À la fin du mois de mars, nous avons un tableau de bord COVID. Je rends hommage au Partenariat Mondial pour avoir mobilisé le soutien nécessaire".

Une fois son tableau de bord en place, le Ghana, en collaboration avec le Partenariat Mondial, a travaillé avec d'autres pays pour partager des informations - montrant ce qui était possible et comment le faire.

"Le Partenariat Mondial a toujours été encourageant pour le continent", déclare Seidu. "Notre père fondateur, Kwame Nkrumah, a indiqué que l'indépendance du Ghana n'avait pas de sens si elle n'était pas liée à l'indépendance du continent tout entier, cela signifie donc que nous apprécions l'engagement et le partage des connaissances sur le continent."



Les premiers cas de COVID au Ghana sont apparus à la mi-mars. À la fin du mois de mars, nous avons un tableau de bord COVID. Je rends hommage au Partenariat Mondial pour avoir mobilisé le soutien nécessaire.



Omar Seidu,
Ghana Statistical
Service

La Namibie est l'un des pays clés où ce partenariat transnational a donné des résultats positifs.

Selon Victor Ohuruogu, du Partenariat Mondial, l'adoption rapide par le Ghana de la plate-forme de données, associée à l'élaboration rapide d'une enquête nationale sur l'impact de COVID-19, qui a examiné l'impact au niveau des ménages et des entreprises, a montré les approches innovantes adoptées par les pays pour surveiller la pandémie et ses effets.

Le Ghana a invité le Partenariat Mondial à participer à ses ateliers de diffusion, ce qui a permis d'impliquer d'autres pays africains afin qu'ils puissent apprendre de ce que fait le Ghana.

"L'équipe du Ghana a vraiment soutenu." Declare Ohuruogu "Nous avons organisé une réunion entre les agences statistiques de Namibie et du Ghana, et le Ghana a transféré beaucoup d'informations sur la façon dont il a créé son centre de données COVID, comment il a conçu, obtenu un financement et mis en œuvre son enquête nationale d'impact COVID-19, y compris les outils qu'il a utilisés. Et cela a contribué à renforcer les capacités de l'équipe en Namibie". Cet échange entre pairs a aidé la Namibie à faire de même."

Tulimegamenno Amutenya, responsable du traitement des données à l'Agence statistique de Namibie (NSA), explique que le rôle du Partenariat Mondial et de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), qui consiste à rassembler les nations et les partenaires, a permis d'identifier les domaines sur lesquels le pays souhaite se concentrer pour contribuer à enrayer la pandémie.

Elle note que le fait d'être connectée avec des homologues au Ghana lui a montré le "grand potentiel" de l'exploration de l'analyse des données sur la mobilité. "Nous avons beaucoup appris d'eux lors de sessions d'échange de connaissances entre pairs", dit-elle. "Maintenant, nous continuons à nous engager avec nos collègues par des canaux de communication formels ou informels."

Amutenya s'adressait au bureau du Ghana lorsqu'il réalisait l'enquête COVID-19 sur les ménages et les emplois en Namibie, pour obtenir des conseils et de l'aide à tout moment.

Établir ces relations, c'est aussi jeter les bases du partage d'autres idées et ressources à l'avenir. "Vous pouvez collaborer sur des projets, vous pouvez partager des idées et des ressources, donc c'est vraiment important", dit-elle. "De nos jours, nous parlons de rendre les bureaux de statistiques plus automatisés, d'avoir plus de processus automatisés, et de partager les ressources et les codes. Par exemple, si vous avez un bon pipeline pour la production de statistiques commerciales, qui sont plus ou moins les mêmes dans chaque institution, pourquoi la Namibie devrait-elle réinventer la roue ?"

Toutefois, Amutenya note qu'il est important de choisir les bons partenaires pour les projets de collaboration en matière de données - et souligne que les parties prenantes doivent comprendre l'utilité de ce qui est créé, ainsi que le contexte du pays.

"L'aspect le plus important est de considérer la pertinence du soutien pour la communauté locale", explique Amutenya. "Par exemple, les plateformes en ligne ne sont pas facilement accessibles dans les zones reculées et les villages. Il est donc nécessaire de s'assurer que nous adoptons les méthodes les plus appropriées pour tous."

“

les plateformes en ligne ne sont pas facilement accessibles dans les zones reculées et les villages. Il est donc nécessaire de s'assurer que nous adoptons les méthodes les plus appropriées pour tous.

”

Tulimegamenno Amutenya, data processing manager at the Namibia Statistics Agency (NSA)

“Nous avons dû prendre du recul et évaluer ce qui est important pour nous, et ce qui fonctionne. Lorsque l'on traite avec des entreprises internationales, les questions de protection des données, d'éthique et de confidentialité doivent être prises en compte et intégrées dans les accords de données mis en place.”

S'assurer que les entreprises de données qui veulent travailler en Afrique sont crédibles et comprennent les contextes sur place a également été une préoccupation majeure pour le Partenariat Mondial et la CEA - en particulier parce qu'ils ont travaillé à instaurer la confiance autour des données.

Oliver Chinganya de l'UNECA a constaté que le COVID-19 a amené beaucoup plus d'acteurs dans l'arène des données, ce qui comporte son lot de risques. “Tout le monde prétend devenir statisticien parce qu'il est intéressé par les données”, dit-il. “Et le risque est que les gens cherchent des solutions à court terme, qui sont difficiles à valider - c'est le danger - si ces données sont vraiment assez solides ou si les résultats de leurs données sont assez solides pour informer les processus de décision à long terme, c'est un problème.

“Les gens veulent des solutions, par exemple en matière de numérisation, mais ce sont des solutions à court terme. Nous devons donc avoir une approche holistique, mais cela ne sera pas facile car il y a maintenant tellement d'acteurs.”

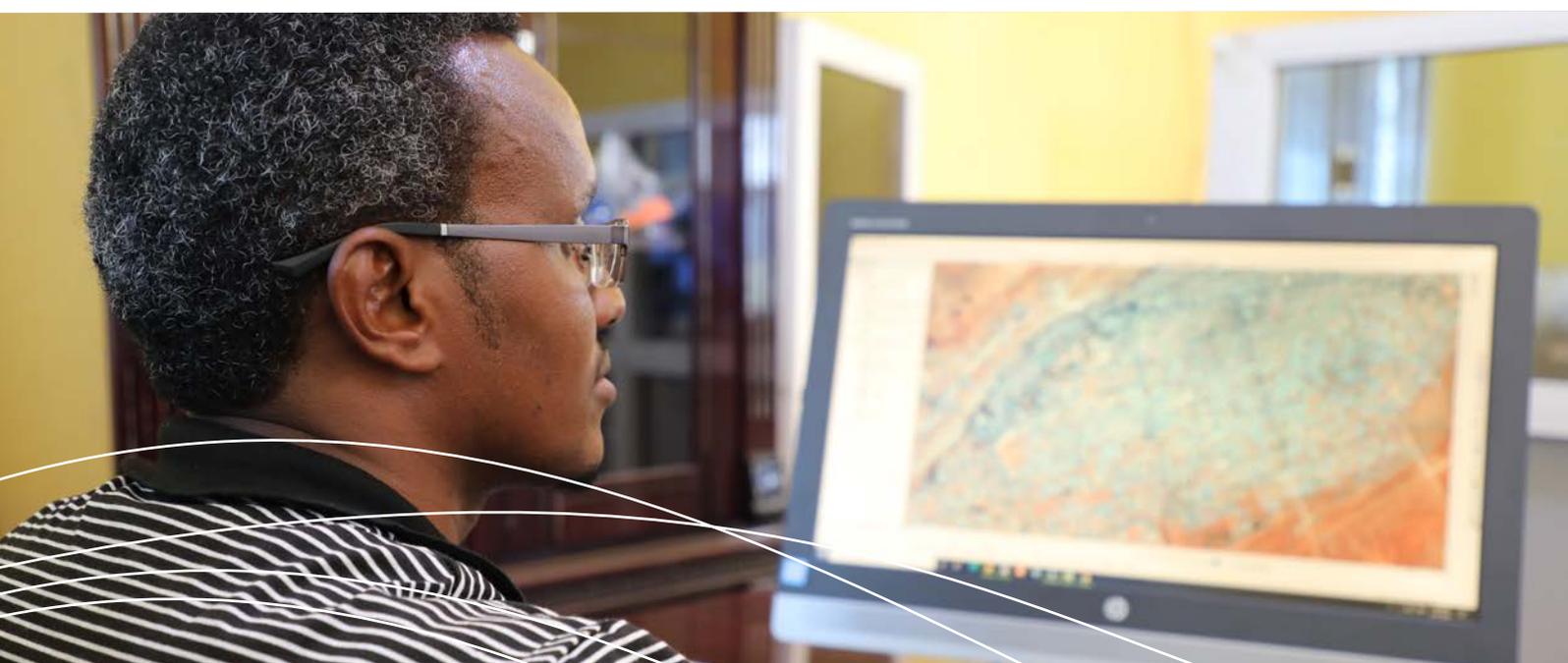
Des compétences pour l'avenir

Se tourner vers l'avenir signifie se concentrer sur les compétences. Tout au long de 2020, l'accent a été mis sur le développement des compétences afin de maintenir l'impact du programme et de contribuer aux progrès dans le temps. Le renforcement des compétences a porté sur la science des données, les données environnementales, l'apprentissage automatique, les observations satellitaires, les données sur le genre, les données inclusives et les données administratives. Au cours de l'année, plus de 100 personnes de 20 pays et 47 institutions différentes - couvrant les Bureaux Nationaux de Statistiques, les Ministères de l'Environnement, de l'Agriculture, de la Santé, du Genre et de la Planification, et divers départements universitaires - ont participé aux activités de formation.

100

personnes de
20 pays et 47
établissements

Abdirisak Aden, Head of GIS at the Puntland State Statistics Office examining the areas effected by Cylone Gati. Photo: Faaris Adam/GPSDD





ETUDE DE CAS

Somalie - de COVID-19 à la réponse aux cyclones



An aerial view of Hafun City shows how Cyclone Gati destroyed homes. Photo: Faaris Adami/GPSDD

La Somalie a un climat chaud et sec, avec des précipitations inégales et des sécheresses régulières, et, ces dernières années, des cyclones. En outre, la majorité de la population dépend du bétail et de l'agriculture pour sa subsistance, ce qui signifie que le pays est très vulnérable aux impacts actuels et futurs du changement climatique.

Lorsque le COVID-19 a frappé, le Partenariat Mondial et l'UNECA ont facilité les partenariats entre les Offices Nationaux de Statistiques de la Somalie et d'autres partenaires afin d'aider la Somalie à accéder à des données géo-spatiales et à les utiliser pour estimer l'impact du virus sur la nation.

GRID3 a assuré une formation à distance sur deux mois, axée sur le renforcement des capacités en matière de SIG pour le Bureau national des statistiques à Mogadiscio, et les agents du Bureau des Statistiques de l'État du Puntland à Garowe.

Grâce à leurs nouvelles compétences, les agents ont pu aider les autorités à prendre des décisions en réponse à l'affaire COVID-19.

Abdullahi Abdulkadir Kelly, du Bureau des Statistiques du Puntland, affirme que la formation lui a "ouvert les yeux". "C'est comme un nouvel état d'esprit. Cela a changé la façon dont notre département statistique travaillait, en utilisant la technologie disponible. Beaucoup de choses nous viennent à l'esprit depuis que nous avons découvert ces formations. Et maintenant, nous essayons d'optimiser et d'utiliser tout le potentiel des acteurs du secteur géo-spatial au Puntland.



Grâce à leurs nouvelles compétences, les agents ont pu aider les autorités à prendre des décisions en réponse à l'affaire COVID-19.



Nous travaillons maintenant avec d'autres ministres d'autres agences, comme l'Education."

Très tôt, ces nouvelles compétences ont été mises à l'épreuve dans un contexte très différent. Le 22 novembre 2020, le cyclone tropical Gati a touché terre sur le littoral du Puntland. Dans cette situation dangereuse et en évolution rapide, le département des statistiques du Puntland a utilisé le SIG pour surveiller le cyclone et évaluer rapidement son impact afin d'informer la réponse d'urgence. Le personnel a identifié et cartographié la trajectoire du cyclone, sa magnitude, ainsi que le nombre de villages, de routes et d'autres infrastructures qui se trouveraient sur sa trajectoire, afin de s'y référer dans le cadre des efforts de préparation, d'urgence et de récupération.

Les cyclones touchent la Somalie depuis dix ans et deviennent plus fréquents en raison du changement climatique. Ils causent beaucoup de dégâts, surtout s'ils surviennent après une sécheresse.

"Lorsque nous avons appris qu'un cyclone se dirigeait vers le Puntland, nous avons nommé une équipe de responsables SIG au sein du département des statistiques, et nous avons dit que nous pouvions faire quelque chose à ce sujet, car cela fait partie de la formation que nous avons suivie", explique Kelly.

La formation a permis à l'équipe de savoir quelles zones seraient les plus touchées par le cyclone et d'avertir les gens pour qu'ils les évitent, ce qui n'avait pas été possible dans le passé. Ils ont pu envoyer des messages aux personnes se trouvant dans les limites du cyclone pour les avertir et les conseiller sur les mesures à prendre, notamment couvrir les animaux et se déplacer vers des terrains plus élevés. Ils ont également assuré la liaison avec d'autres services gouvernementaux afin de transmettre les messages à la population. Grâce aux informations géo-spatiales fournies, l'équipe de coordination de la réponse du Puntland a pu déterminer où les impacts étaient les plus importants et localiser les bâtiments endommagés ou les habitants blessés afin d'agir plus rapidement.



Fishing boat destroyed during the cyclone and buried by sands in Eyl District 3. Photo: Faaris Adam

Pour Kelly, la formation et l'accès à ces portails de données ont permis d'obtenir une perspective plus globale. "Vous pouvez connaître le statut de vos collaborateurs, mais avant cela, nos données étaient éparses entre de nombreux départements, mais maintenant nous essayons de collecter les informations de chaque département afin de relier ces points pour avoir une vue d'ensemble."

Cela signifie également qu'ils peuvent contribuer à sauver des vies - en temps réel. "Vous pouvez ajouter quelque chose, vous pouvez aider vos collaborateurs", dit-il. "Et maintenant, vous pouvez sauver des vies grâce à cette technologie".

Le cyclone Gati a tué huit personnes et a touché près de 180 000 personnes au total, dont des pêcheurs, des éleveurs, des propriétaires de petites entreprises et d'autres communautés vulnérables telles que les personnes déplacées à l'intérieur du pays qui ont perdu leurs moyens de subsistance, leur abri et d'autres éléments essentiels à la vie. Les données recueillies par Kelly et son équipe ont été transmises à l'équipe de coordination de haut niveau du cabinet du président de l'État du Puntland afin qu'ils puissent en discuter les implications et déterminer un plan d'action approprié pour remédier à l'état de la sécurité alimentaire et des infrastructures dans la région.

Davis Adieno, le directeur des programmes du Partenariat Mondial, déclare qu'il était impressionnant de voir ce à quoi les partenariats pouvaient mener. "Cela a d'abord commencé par les compétences de base pour les outils COVID", note-t-il. "Mais ensuite, ces compétences ont été déployées pour les efforts de réponse au cyclone".

GRID3 s'efforce de soutenir l'utilisation des données géo-spatiales à des fins de développement par la création de produits de données, la fourniture d'un soutien technique, le renforcement des capacités et la formation. Dans les activités de formation comme celles menées avec le personnel du Puntland, il s'efforce de donner aux participants les moyens d'appliquer ce qu'ils ont appris et d'utiliser les compétences et les connaissances dans la pratique.

Annie Werner, de GRID3, déclare : "Il est certain qu'il est parfois difficile de passer de la formation et de l'utilisation de ces produits de données et de l'analyse que nous pouvons aider à fournir ou que nos partenaires font à la prise de décisions et à l'action. Il est certain que nous aimerions voir plus de choses comme celles que le personnel du Puntland a faites".

Pour Abdulai Abdulkadir Kelly, de l'OSN, le fait de pouvoir faire appel à ces différents partenaires pour la formation était crucial - c'était "comme avoir plus d'un ami".

La collaboration avec les différents partenaires, facilitée par le Partenariat mondial, a permis à l'ONS d'accéder à "différentes idéologies, différentes capacités, idées et réflexions. Vous pouvez obtenir différentes idées de différentes personnes au lieu d'avoir une seule idée d'une seule personne", ajoute Kelly.

Le fait de s'engager dans une situation où le Partenariat Mondial avait déjà consulté les autorités sur ce qui était nécessaire signifiait également que GRID3 pouvait être efficace en temps de crise, dit Werner. "Ils ont été très utiles pour cet engagement initial car ils ont déjà beaucoup de contacts dans toute l'Afrique subsaharienne... Ils savent à l'avance ce que nous pouvons offrir souvent. C'est la partie difficile - essayer de trouver ce qui est exactement nécessaire - et ils ont été définitivement utiles pour faciliter ces conversations."

Cyclone Gati

Cyclone tropical de catégorie 3

180,000
per-
sonnes

touchées



ÉTUDE DE CAS

De COVID-19 à l'action climatique en Afrique de l'Ouest francophone



Roads flooded with water in the forests of Oussouye village in the Casamance region of Senegal. Photo: Xavier Llauger Dalmau/Shutterstock

Alors que l'attention du monde était concentrée sur COVID-19, les défis environnementaux tels que les inondations, la sécheresse et la déforestation en Afrique de l'Ouest n'ont pas disparu. Un partenariat formé pour aider à répondre à COVID-19 a également aidé les pays à développer des compétences pour faire face aux crises climatiques.

Le Partenariat Mondial a travaillé avec ses partenaires pour faciliter la formation aux SIG en Guinée, au Togo et au Sénégal. Il a également organisé un exercice de renforcement des capacités en trois phases sur l'utilisation du portail inondations et sécheresses du UNEP-DHI pour la surveillance de l'environnement.

Des acteurs gouvernementaux de Guinée, du Sénégal et du Togo ont participé à la formation dispensée par l'UNFPA. L'exercice était axé sur la formation de formateurs afin que les institutions régionales puissent fournir une assistance technique à leurs partenaires nationaux.

Le Partenariat Mondial a également invité GRID3, qui avait besoin de données sur le portail pour les travaux en cours en Zambie et au Sud-Soudan. Le processus a renforcé la collaboration entre diverses institutions en s'attaquant à un objectif national commun lié aux ODD. Il vise également à générer un partenariat solide entre les instituts de formation régionaux et le transfert de connaissances entre les trois pays et à développer des produits de connaissance pour la sensibilisation du public.

L'équipe de Mohamed Alass Sylla, du Ministère de l'Environnement de la Guinée,



Alors que l'attention du monde était concentrée sur COVID-19, les défis environnementaux tels que les inondations, la sécheresse et la déforestation en Afrique de l'Ouest n'ont pas disparu.



est chargée de surveiller la couverture forestière et la sécheresse. “Cette formation nous a été utile car elle nous a permis de comprendre comment utiliser l’unité, le portail du UNEP-DHI et produire des cartes, ainsi que le niveau de dégradation sur le terrain”, explique-t-il.

Bien que l’équipe travaille encore à la validation des données, M. Sylla estime qu’il a été utile d’apprendre à utiliser le portail, car elle peut désormais produire et interpréter des cartes. Une fois les données validées, il espère qu’elles seront utilisées dans le cadre de la campagne nationale de reboisement du pays, une initiative présidentielle.

En Guinée, les compétences acquises et les données générées renforcent les processus de cartographie pour éclairer les décisions de l’initiative Présidentielle de Reboisement National, même s’il est encore nécessaire de valider les résultats en effectuant une visite sur le terrain pour comparer les données satellitaires à la réalité sur le terrain. Avant d’utiliser ce portail, ils devaient compter sur d’autres secteurs producteurs de données pour surveiller la déforestation, notamment les activités agricoles.

Gora Mbengue, de la Direction de la Planification et de la Veille Environnementale du Sénégal, estime que le partenariat avec le Partenariat Mondial est “très stratégique et important pour le pays, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable (ODD) au niveau national. En effet, le niveau de disponibilité des données sur les indicateurs des ODD identifiés grâce à ce partenariat a été considérablement amélioré.”

Pendant la pandémie, le Partenariat Mondial a facilité l’utilisation par le Sénégal du portail PNUF-DHI, a mis en œuvre l’initiative “Data for Now” et a organisé une formation à la science des données en partenariat avec l’Institut africain des sciences mathématiques.

La formation a aidé le Sénégal à améliorer la disponibilité des données. Il est prévu d’utiliser les compétences acquises lors de la formation pour informer la politique nationale en matière d’inondations dans le cadre du programme décennal de gestion des inondations.

“Nous avons appris à explorer et à utiliser les données sur la déforestation, la sécheresse et les inondations au Sénégal, qui ne sont pas souvent collectées au niveau national. De nouveaux indicateurs ont été découverts dans la plateforme avec des concepts et une méthodologie à travers la littérature existante”, explique Mbengue. “Cela nous a permis de mieux comprendre les concepts et les méthodes qui sont utilisés pour mesurer ou évaluer l’ampleur de la déforestation, des inondations ou de l’intensité de la sécheresse et de renforcer les analyses sur ces questions. En outre, nous avons pu obtenir une nouvelle source de données sur ces différents défis nationaux.”

Selon lui, il a également permis à son équipe de disposer d’une base de référence pour évaluer facilement l’efficacité des projets politiques mis en œuvre. En outre, il a aidé le Sénégal en économisant le temps et les ressources déployés pour collecter ces données, qui sont facilement accessibles sur le portail.

Outre le COVID-19, le Sénégal a subi de graves inondations en 2020. Ce portail permettra d’informer le gouvernement sur les régions qui présentent un risque sérieux d’inondation, afin qu’il puisse mieux s’y préparer.

Au Togo, le portail permet d’accéder à des données qui seraient habituellement plus difficiles à collecter, ce qui permet de gagner du temps et de l’argent.

**“
Aujourd’hui, ce
la plate-forme
est nous aider
à obtenir les
données sur le
nôtre, à notre son
propre temps, et
sans frais.**

**”
Commandant Feysal
G. Moumouni, the
coordinator of Togo
Environmental
Information System
Improvement
Project, Agency (NSA)**

Le Commandant Feysal G. Moumouni, coordinateur du projet d'Amélioration du Système d'Information Environnementale du Togo, affirme qu'il est essentiel de surveiller les changements environnementaux du Togo. "Avant cette formation, nous avions l'habitude d'obtenir des données sur la base de relations et d'amitiés, donc vous avez votre ami qui travaille dans l'un des départements où il a les données et travaille sur un projet, parfois ils peuvent les fournir. Mais aujourd'hui, cette plateforme nous aide à obtenir les données par nous-mêmes, à notre propre rythme, et sans frais."

Il espère qu'elle sera utilisée pour les politiques au Togo et qu'il y aura plus d'accès à des innovations comme celle-ci à l'avenir. Au Togo, les compétences acquises lors de la formation PNUE-DHI s'inscrivent dans le cadre des travaux en cours visant à élaborer un inventaire national des indicateurs environnementaux.

"Ce qui était mémorable en tant qu'innovation, c'était de voir plus de pays travailler en même temps sur ce sujet, être formés en même temps et apprendre de leurs pays et connaître leur contexte pendant leur présentation", dit-il. "C'était aussi comme une opportunité de partage des connaissances, donc c'était aussi très bien, de voir de nombreux pays se réunir."

Les leçons à tirer pour la prochaine crise

- **La communauté est importante.** La création d'espaces pour partager les expériences et les enseignements permet de nouer des relations et d'acquérir des connaissances qui renforcent le système et donnent aux gens les moyens de relever les défis. Pour maintenir les bonnes pratiques et reproduire les succès, l'investissement dans les réseaux est vital.
- **Les compétences sont l'investissement essentiel.** Un large éventail de compétences, ainsi que la confiance et la créativité nécessaires pour les appliquer, sont les meilleurs garants d'un système de données solide pour l'avenir. Les gouvernements et les partenaires du développement doivent investir dans les compétences dès maintenant afin de s'assurer qu'ils sont prêts à faire face aux crises futures.
- **Collaboration must enable solutions for local needs.** Solutions become more effectively taken up, applied, and sustainably maintained when they directly speak to local needs, through a collaborative process that puts local players in the front and middle of it.
- **La collaboration doit permettre de trouver des solutions aux besoins locaux.** Les solutions sont plus efficacement adoptées, appliquées et maintenues durablement lorsqu'elles répondent directement aux besoins locaux, par le biais d'un processus de collaboration qui place les acteurs locaux au premier plan.



A medical practitioner explains a vaccination chart at Nairobi West Prison Clinic. Photo: Elphas Ngugi/GPSDD

Conclusion

La pandémie actuelle de COVID-19 est la leçon la plus claire possible de comment et pourquoi nous avons besoin de bonnes données pour prendre des décisions

Dans le monde entier, les yeux continuent de se fixer sur les graphiques et les bilans quotidiens des cas et des décès, alors que les nations luttent contre les épidémies de COVID-19. Le fait de voir ces chiffres augmenter ou diminuer presque en temps réel a montré aux politiciens et au public si des mesures telles que le confinement permettaient de contrôler la pandémie et a rendu les autorités plus responsables vis-à-vis du grand public.

La mesure, le suivi et la lutte contre la pandémie ont également révélé comment et pourquoi les partenariats en matière de données sont essentiels pour un changement efficace - que ce soit pour l'accès aux innovations, le partage des connaissances ou le soutien.

COVID-19 a été un catalyseur pour une plus grande ouverture à l'exploration et à l'adoption de technologies et de méthodes de données nouvelles ou innovantes. Les pays ont adopté de nouvelles sources de données pour combler les lacunes critiques, telles que les données satellitaires, mobiles et issues de scanners de détail. Ils ont découvert les possibilités offertes par la production et l'utilisation de données en temps réel ou quasi réel pour faciliter la prise de décision sur la manière de protéger les populations de la faim, de préserver la santé publique et de soutenir l'économie.



La mesure, le suivi et la lutte contre la pandémie ont également révélé comment et pourquoi les partenariats en matière de données sont essentiels pour un changement efficace



Grâce aux partenariats du Partenariat Mondial et de l'UNECA, nous avons beaucoup appris sur ce qui était nécessaire pour aider les pays à adopter de nouvelles technologies et méthodes. Pour exploiter pleinement les nouvelles données, il faut réunir des partenaires qui n'ont peut-être jamais travaillé ensemble auparavant. La confiance est le fondement, mais une confiance étayée par des considérations pratiques axées sur l'investissement, la durabilité et la responsabilité.

Toute élaboration de politique repose sur de bonnes données. COVID-19 a démontré une fois de plus que les chiffres sont essentiels pour une action efficace aux niveaux mondial, national et local. Plus d'un an après le début de la pandémie, les gouvernements et les citoyens sont davantage conscients de la nécessité de disposer de données de qualité et actualisées pour soutenir la prise de décision et la responsabilisation.

Davis Adieno, Directeur des Programmes du Partenariat Mondial, explique que l'organisation va maintenant s'appuyer sur cette prise de conscience pour créer davantage d'incitations en faveur de politiques et de décisions fondées sur des données probantes et illustrer au public le pouvoir des données pour transformer les vies.

"Nous continuons à travailler avec les gouvernements et les partenaires techniques dans le cadre de la réponse COVID-19, mais l'accent est de plus en plus mis sur le redressement et le renforcement de la résilience par le biais du renforcement des capacités et des écosystèmes de données au sens large", explique-t-il. "Grâce au travail de COVID, nous disposons désormais d'une toute nouvelle stratégie d'engagement dans les pays, qui définit les étapes essentielles d'une mise à l'échelle et d'une reproduction de notre travail dans un plus grand nombre de pays. Au cours des deux prochaines années, nous allons plus que doubler le nombre de pays dans lesquels nous travaillons."

Oliver Chinganya, Directeur du Centre africain pour la Statistique à l'UNECA, affirme que tout le travail autour de COVID-19, en particulier avec les départements de statistiques du continent, aura un impact durable ; cela implique de moderniser, de changer l'infrastructure et de numériser les processus statistiques.

Il souhaite que le monde universitaire joue un rôle plus important dans la collaboration avec les offices nationaux de statistique, afin de contribuer à la recherche et au développement de la méthodologie sur divers sujets. "Je pense que le lien entre le monde universitaire et les statisticiens officiels va se resserrer", dit-il. "Il va se resserrer et se rapprocher l'un de l'autre. Et peut-être que cela pourrait influencer le programme d'études des universitaires, afin qu'ils puissent avoir un programme d'études qui a une approche de développement au lieu d'une approche théorique à l'heure actuelle."

Le COVID-19 a souligné l'importance des partenariats, y compris la collaboration avec le secteur privé. Il souhaite donc voir davantage de discussions et de partage des ressources, ainsi qu'un renforcement de la confiance. "Je pense que le lien et la confiance avec le secteur privé vont augmenter", prédit-il. "Parce qu'à l'heure actuelle, les statisticiens officiels sont assez sceptiques à l'égard du secteur privé. Ils ne leur font pas confiance. Ils pensent que si nous leur donnons des données, ils vont les utiliser à mauvais escient. Donc, je pense que la confiance va changer ; je pense qu'ils vont se fier les uns aux autres."



Le COVID-19 a souligné l'importance des partenariats, y compris la collaboration avec le secteur privé. Il souhaite donc voir davantage de discussions et de partage des ressources, ainsi qu'un renforcement de la confiance

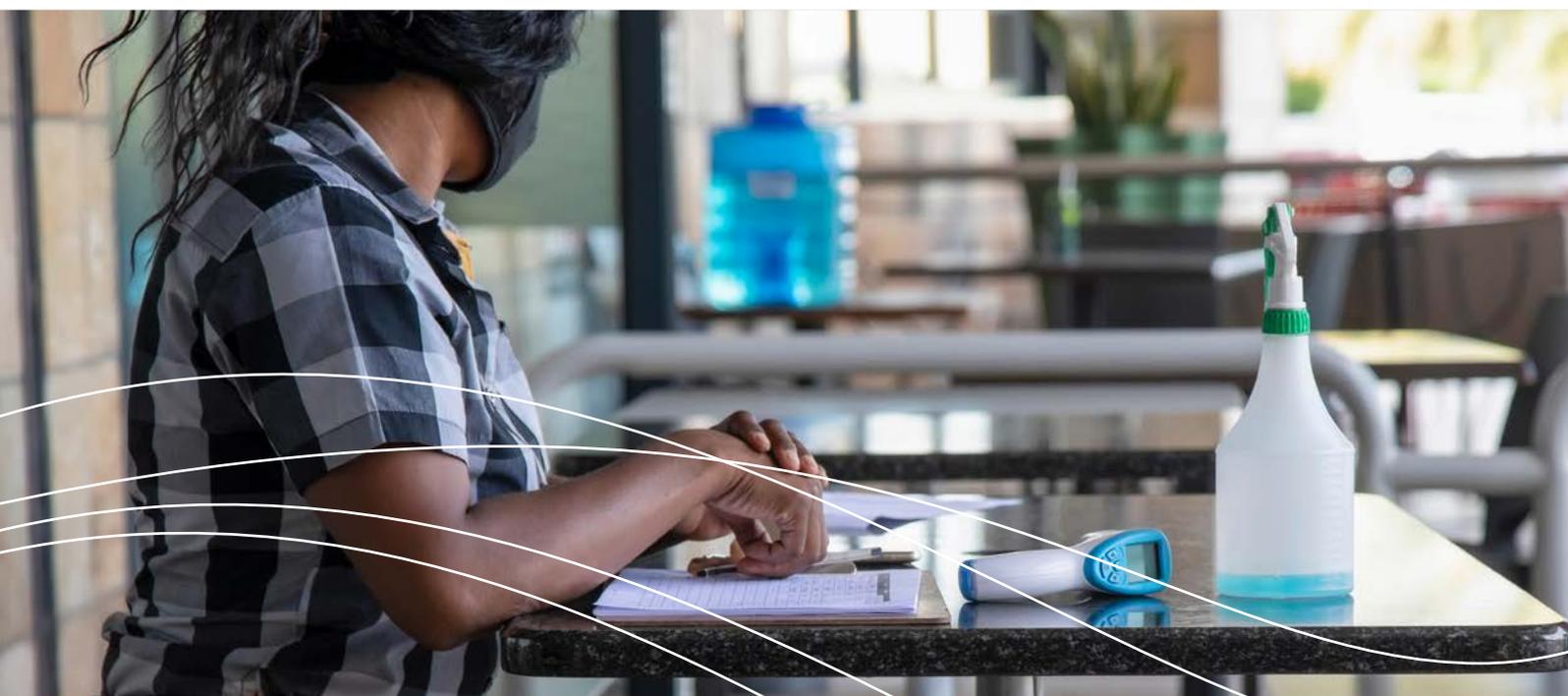


Les partenariats forgés dans l'action de réponse au COVID-19 ont fait leurs preuves et constituent la base d'une amélioration durable de la qualité et de l'actualité des données dans toute l'Afrique. La pleine réalisation des avantages des nouvelles sources de données nécessitera des changements au-delà des ministères ou des projets individuels. Un système de données durable au sein duquel des données de haute qualité sont produites, partagées, analysées et utilisées implique des investissements dans les infrastructures, un cadre juridique et réglementaire solide pour protéger les droits des personnes, et une culture d'ouverture et de partage au sein du gouvernement et au-delà.

En travaillant ensemble à la lutte contre le COVID-19, le Partenariat Mondial et la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe ont fait de l'avenir durable leur priorité. Cette pandémie n'a pas été le seul défi sanitaire auquel les nations ont été confrontées au cours des 18 derniers mois, et il y aura d'autres crises à l'avenir. Les données sont cruciales, et les investissements dans les systèmes de données porteront leurs fruits encore et encore.

Une chose est claire : la confiance ne peut être instaurée du jour au lendemain. Un financement durable est nécessaire pour combler le trou technique et social entre les fournisseurs de technologies, les détenteurs de données et les universitaires, du côté de l'offre, et les gouvernements des pays sud, sur la demande, et d'établir des normes mondiales et une coopération en matière de gouvernance des données afin de guider une vision commune. Nous avons encore beaucoup à apprendre les uns des autres.

Nous avons parfois l'impression de venir de mondes différents, mais nous partageons la même planète, comme ces urgences mondiales le démontrent de manière frappante. Nous ne devons pas perdre ce moment pour forger une compréhension commune et un accord sur les moyens d'utiliser la technologie pour protéger nos populations et notre planète.



A woman in Gabarone, Botswana sits with hand sanitizer and an infrared thermometer. Photo: Lucian Coman/Shutterstock

Annexe A : Carte des partenariats de données COVID-19 en Afrique

Le Partenariat Mondial et l'UNECA ont soutenu des travaux dans 22 pays axés sur les données COVID-19 ou le renforcement des systèmes de données pour le redressement et la résilience économique et sociale post-pandémie. Dans le cadre de cette initiative, ils ont :

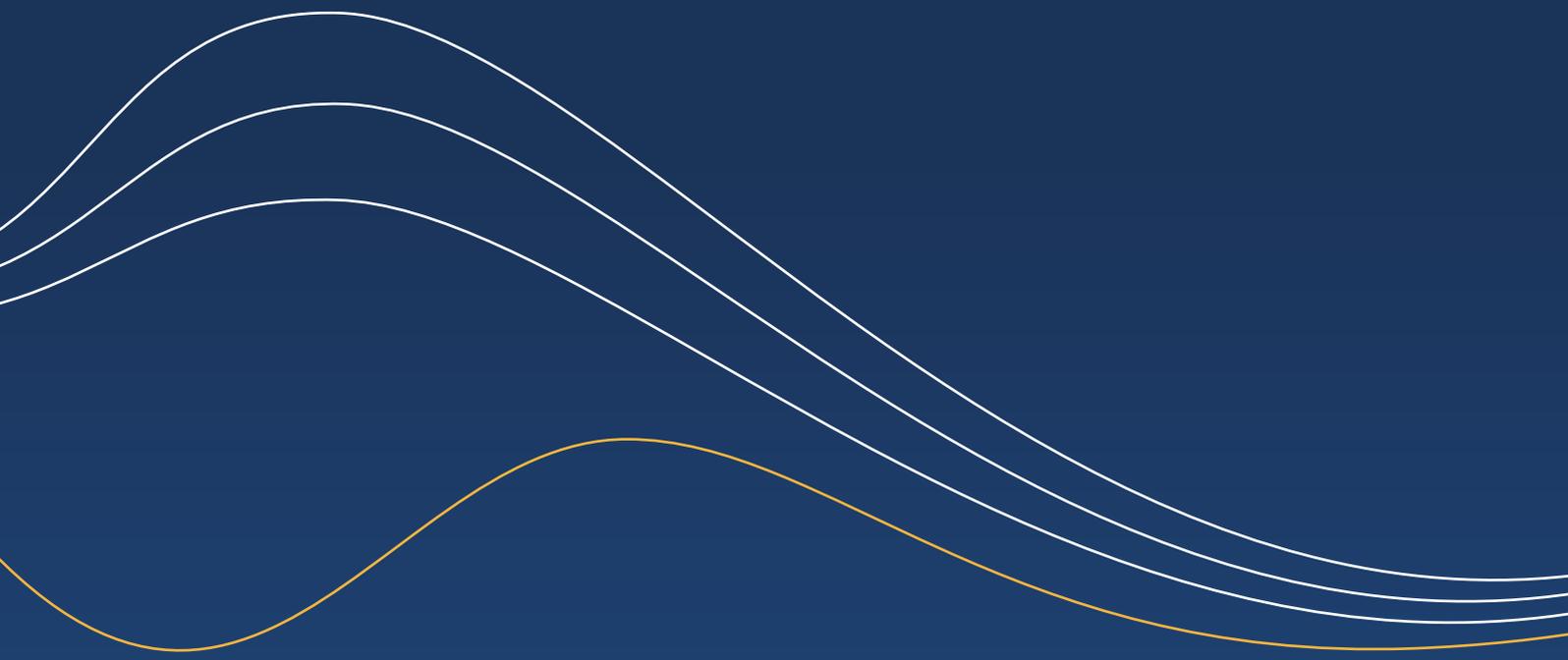
- 1. Guinée, Madagascar, Malawi, Mali, Maurice, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Somaliland, UNECA/Ethiopie.** Fournit un programme de formation et de bourses en science des données par l'intermédiaire de l'Institut Africain des Sciences Mathématiques pour 11 pays.
- 2. Maurice + Madagascar, Ghana, Botswana, Kenya.** Coordonné une formation sur les données scanner pour les indices des prix à la consommation par Statistics Finland avec cinq pays.
- 3. Togo, du Sénégal et de la Guinée-Conakry.** Renforcé des capacités et fournit l'assistance technique, par l'intermédiaire du Centre du Programme des Nations Unies pour l'Environnement et l'Eau (PNUE-DHI), aux services nationaux de statistique et aux départements de l'environnement du Togo, du Sénégal et de la Guinée-Conakry en matière d'accès aux données et de production de données pour la surveillance des inondations et des sécheresses afin de soutenir les efforts d'adaptation et d'atténuation, dans le cadre des chantiers sur les données environnementales soutenus par le Partenariat Mondial.
- 4. Botswana :** A négocié un partenariat entre Statistics Botswana et l'Agence Mondiale de solutions en matière de technologies de l'information et de la communication et de réglementation, Global Voice Group, pour un soutien au renforcement des capacités dans l'utilisation des données de positionnement mobile pour les statistiques sur le tourisme, l'estimation de la population, la migration interne et les technologies de l'information et de la communication. Facilité un partenariat supplémentaire entre Statistics Botswana et Flowminder pour faire avancer le travail.
- 5. Burkina Faso :** Collaboration avec des partenaires par le biais de GRID3 pour produire des ensembles de données présentant des estimations démographiques modélisées à haute résolution et des cartes pour compléter les résultats du recensement 2019 du pays.
- 6. Cabo Verde :** Un dialogue de haut niveau a été organisé avec des parties prenantes du ministère des Finances et de la Planification, de l'Instituto Nacional de Estatística Cabo Verde - INECV, du bureau du coordinateur résident des Nations Unies et de l'équipe de pays des Nations Unies afin d'identifier les défis prioritaires du COVID-19, les lacunes en matière de données et les secteurs nécessitant des interventions majeures en matière de données et de technologie. Les besoins des pays ont été articulés autour des priorités politiques et des lacunes en matière de données sur le changement climatique et l'environnement en utilisant les capacités d'observation de la terre, en renforçant le système de données administratives, et en réalisant des données inclusives par le biais de la Charte des données inclusives du Partenariat mondial. Par le biais de la collaboration sur les données administratives, le Partenariat mondial a travaillé avec l'Institut national de la statistique afin de définir ses besoins et d'établir des collaborations avec d'autres agences statistiques et multilatérales pour renforcer la capacité du pays en matière de données administratives. En outre, le Partenariat mondial facilite les partenariats avec un certain nombre de partenaires techniques - dont la société mondiale de supercalcul et d'intelligence artificielle NVIDIA, GRID3 et Space4Climate - afin de relever les défis en matière de capacités et de données concernant l'action climatique et la durabilité de l'environnement, avec un programme ambitieux en cours d'élaboration.
- 7. République centrafricaine (RCA) :** A négocié un partenariat avec GRID3 pour fournir un développement des capacités en SIG pour la cartographie, ce qui est crucial pour le prochain recensement de la RCA. Il a également facilité un processus d'identification des besoins au sein des archives de données de l'Institut centrafricain de statistiques, d'études économiques et sociales et a négocié un partenariat qui permet à NVIDIA de fournir un soutien technique, une infrastructure technologique et une formation pour renforcer les capacités du bureau des statistiques.
- 8. Ghana :** A négocié un partenariat entre le Ghana et Esri afin de fournir un accès à la plateforme, aux outils, aux données, à la licence ArcGIS gratuite de ce dernier, à l'assistance technique et à la capacité de développer un tableau de bord de suivi et un centre d'information COVID-19. La société de services de données géo-référencées Fraym a fourni des données géo-spatiales et une assistance technique. Nous avons également facilité un processus d'identification des besoins avec les services statistiques du Ghana et avons négocié un partenariat qui permet à NVIDIA de fournir un soutien technique, une infrastructure technologique et une formation au NSO. Nous avons facilité un événement d'apprentissage par les pairs entre l'île Maurice et le Ghana, au cours duquel le Ghana a partagé ses connaissances sur la meilleure façon d'extraire des données sur la vulnérabilité à partir de son enquête sur les ménages.
- 9. Guinée :** A facilité l'amélioration du tableau de bord Esri existant du pays en négociant un partenariat avec GRID3, permettant la collecte de données supplémentaires sur la population basée sur la localisation. Mise en relation des points focaux du comité COVID-19 de l'Agence nationale de sécurité sanitaire avec Esri pour créer un tableau de bord COVID-19. La Guinée a également participé aux ateliers sur les données urbaines du Sénégal afin de comprendre comment le Partenariat mondial soutient le Sénégal. Elle a également négocié un partenariat qui permet à NVIDIA de fournir un soutien technique, un soutien à l'infrastructure technologique et une formation aux capacités de l'ONS.
- 10. Kenya :** A facilité un partenariat entre le gouvernement du Kenya et Esri pour développer une application sur les denrées alimentaires de base afin de collecter les données sur les aliments et les marchés nécessaires à la prise de décision dans la salle de crise de la sécurité alimentaire du pays. A mis en relation le ministère du Genre avec un groupe de partenaires techniques, dont Esri et Women in GIS, pour concevoir un tableau de bord de données sur la violence sexuelle. Nous avons négocié un partenariat entre Omdena, une plateforme collaborative permettant de créer des solutions d'IA pour des problèmes du monde réel, et la Croix-Rouge kényane pour identifier et prévoir l'impact des criquets pèlerins sur la sécurité alimentaire, en réunissant des scientifiques des données pour soutenir cette tâche en développant des modèles d'IA. Nous avons également négocié un partenariat qui permet à NVIDIA de fournir un soutien technique, un soutien en matière d'infrastructure technologique et une formation à l'ONS.
- 11. Madagascar :** A soutenu l'identification des lacunes en matière de capacités au sein de l'Institut national des statistiques et a négocié un partenariat avec GRID3 pour fournir des capacités axées sur ArcGIS, un abonnement Esri pour la construction du tableau de bord COVID-19.
- 12. Mali :** A facilité un partenariat entre GRID3 et le Mali pour renforcer les capacités de l'ONS dans l'utilisation des données démographiques maillées pour le prochain recensement national de la population (2022-23) et pour soutenir davantage l'ONS dans le suivi des données de sécurité alimentaire en utilisant la technologie SIG.
- 13. Maurice :** L'identification des besoins en matière de SIG et de production de données géospatiales a été facilitée et un partenariat a été établi avec GRID3 pour combler ces lacunes par le renforcement des capacités.
- 14. Namibie :** Réponse à une demande de l'Office National des Statistiques, qui avait rejoint un échange de pairs COVID-19, pour aider à négocier des partenariats avec le consortium GRID3 (en se concentrant sur Flowminder et Esri) pour développer un centre de données COVID-19. A négocié une relation entre le Réseau de solutions pour le développement durable et le Groupe scientifique de haut niveau sur le COVID-19 convoqué par les universités namibiennes afin de renforcer leur approche du développement d'une application de recherche de contacts pour le suivi du COVID-19. Il a également servi d'intermédiaire entre le groupe scientifique de haut niveau et Facebook afin d'accéder aux données publiques de Facebook sur l'estimation de la population et la mobilité. L'Agence namibienne de la statistique a également travaillé avec la Fondation Surgo et l'Institut de recherche informatique du Qatar pour intégrer leurs données et modèles dans le centre de données COVID-19 du pays. L'agence a également établi une relation entre la NSA et le bureau du Coordinateur Résident des Nations Unies, ce qui a permis de renforcer le rôle de la NSO ; elle a facilité l'admission de la NSO dans les sous-comités pertinents du groupe de travail présidentiel sur COVID-19 ; elle a fourni un financement important à la NSA pour l'enquête nationale sur les ménages et les emplois concernant l'impact de COVID-19, en plus du financement de l'Agence allemande pour la coopération internationale. Il a également facilité un échange de pairs entre la Namibie et le Ghana pour tirer des enseignements de l'enquête sur l'impact socio-économique du COVID-19 menée par le Ghana en partenariat avec l'UNICEF et la Banque Mondiale. Il a ensuite soutenu une enquête similaire en Namibie.
- 15. Nigeria :** Nous avons facilité la collaboration entre le Bureau des Statistiques du Nigeria (NBS) et GRID3 pour soutenir le développement d'un hub de données COVID-19 robuste utilisant les pipelines de données du National Centre for Disease Control. D'autres partenariats ont été négociés pour alimenter le centre de données entre Flowminder et le groupe de travail présidentiel nigérian sur le COVID-19, entre le NBS et l'Institut de recherche informatique du Qatar pour intégrer des informations sur la mobilité, et entre Surgo Ventures et le NBS pour intégrer l'indice de vulnérabilité communautaire Africa COVID-19 de Surgo et soutenir la modélisation de la vulnérabilité des petites zones. Des collaborations ont également été facilitées entre HACE Nigeria et NBS pour soutenir l'accès et l'utilisation des données sur l'éducation, et entre des représentants du groupe de chercheurs de l'université d'Ibadan, du Sustainable Development Solutions Network Nigeria et de Facebook pour accéder et utiliser des ensembles de données supplémentaires pour la recherche.
- 16. Rwanda :** Le Centre Africain d'Excellence en Science des Données de l'Université du Rwanda a été mis en relation avec Facebook lors d'un séminaire en ligne organisé par le Partenariat Mondial, le Centre africain a ensuite demandé un accès aux données. Il a signé un protocole d'accord avec Facebook pour formaliser le partenariat sur les données, grâce auquel il pourrait accéder à des données supplémentaires et à une assistance technique pour ses programmes de maîtrise et de doctorat en science des données. Elle a également négocié un partenariat avec NVIDIA pour fournir à l'ONS un soutien technique, un soutien en matière d'infrastructures technologiques et une formation aux capacités.
- 17. Sénégal :** A facilité les consultations entre Omdena et l'Initiative Prospective Agricole et Rurale, qui a accepté d'accueillir un défi de données IA pour aborder le travail en cours axé sur l'agriculture dans le pays. Omdena a travaillé avec des équipes techniques au Sénégal pour fournir un soutien dans le développement d'outils basés sur des données pour prédire les rendements des cultures dans tout le pays afin d'assurer la sécurité alimentaire. Esri avait déjà construit un tableau de bord pour le Sénégal, tandis que le point focal COVID-19 de l'ONS était relié à GRID3, et que GRID3 effectuait une évaluation des besoins. Le Sénégal a ensuite reçu une formation SIG avec GRID3. Nous avons également négocié un partenariat qui permet à NVIDIA de fournir un soutien technique, une infrastructure technologique et une formation à l'ONS.
- 18. Sierra Leone :** A réuni diverses institutions gouvernementales pour développer des plans de travail pour un centre de données COVID-19 en partenariat avec GRID3. Dans le cadre de ce partenariat, Esri a accordé des licences gratuites à 15 institutions. Un partenariat a également été négocié avec NVIDIA pour fournir un soutien technique, une infrastructure technologique et une formation à l'ONS.
- 19. Somalie :** Collaboration entre GRID3 et les OSN basées à Mogadiscio et au Puntland pour renforcer les capacités SIG. Les agents Stats du Puntland ont orienté leur formation pour soutenir la surveillance des risques de catastrophes, comme ils ont réussi à le faire pour le cyclone Gati. Des pourparlers sont en cours avec NVIDIA pour fournir un soutien technique et infrastructurel, ainsi qu'une formation à l'ONS.
- 20. Somaliland :** GRID3 a soutenu le NSO basé à Hargeisa dans le renforcement des capacités SIG avec une formation SIG utilisant des jeux de données GRID3 et du matériel spécifique. En pourparlers avec NVIDIA pour fournir un soutien technique, une infrastructure technologique et une formation à l'ONS.
- 21. Sud Soudan :** Conversation renforcée entre GRID3 et UNFPA-South Sudan, qui soutient la coordination entre les départements gouvernementaux du pays afin de générer des données de recensement hybrides pour le Sud Soudan.
- 22. Tanzanie :** A présenté Twaweza et WorldPop comme collaborateurs potentiels pour la collecte et l'agrégation de données pour la réponse à COVID-19 en Afrique de l'Est.
- 23. Togo :** Mise en relation du point focal COVID-19 du Bureau des Statistiques avec GRID3 ; la formation GRID3 a permis d'améliorer le tableau de bord de données existant du bureau. En pourparlers avec NVIDIA pour fournir un soutien technique, un soutien à l'infrastructure technologique et une formation à l'ONS.
- 24. Zambie :** A facilité une consultation entre l'Agence de Statistiques de Zambie et l'équipe GRID3, qui les a aidés à consolider diverses sources de données et produits dans un centre de données et aide également l'agence à estimer la population, les frontières et les établissements en préparation du recensement.

Annexe B : Partenaires participant au projet “Données pour une Afrique résiliente”.

	Organisation	Secteur
1	Institut Africain des Sciences Mathématiques (AIMS)	Academia
2	Centre d'excellence africain en science des données, Université du Rwanda	Academia
3	Initiative Prospective Agricole et Rurale (IPAR) Senegal	Société civile
4	L'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD) du Burkina Faso	Gouvernement
5	Coordonnateur résident des Nations Unies (RCO) au Burkina Faso	Multilatéral
6	Institut National de Statistique de Cabo Verde (INE)	Gouvernement
7	Coordonnateur résident des Nations Unies (RCO) Cabo Verde.	Multilatéral
8	Direction Générale de la Statistiques, des Etudes Economiques et Sociales (DGSEE) Centre Afrique	Gouvernement
9	Community Leadership Institute West Africa	Société civile
10	Esri	Private Sector
11	Facebook	Private Sector
12	Flowminder	Private Sector
13	FutureTech	Private Sector
14	Infrastructure Géo-Référencée et Données Démographiques pour le Développement (Consortium GRID3)	Private Sector
15	Département de géographie - Université Général Lansana Conté (UGLC-S), Guinée	Gouvernement
16	Service de santé du Ghana	Gouvernement
17	Ministère de la santé du Ghana (MoH)	Gouvernement
18	Service Statistique du Ghana (GSS)	Gouvernement
19	Global Voice Group	Secteur privé
20	Collaboration sur les Données Administratives du GPSDD	Multilatéral
21	Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts (MEEF), Guinée	Gouvernement
22	Institut Géographique National (IGN), Guinée	Gouvernement
23	Agence Nationale de Sécurité Sanitaire (ANSS), Guinée	Gouvernement
24	Institut National des Statistiques (INS), Guinée	Gouvernement
25	Direction Nationale des Statistiques (DNS) Guinée	Gouvernement
26	HACE	Société civile
27	Organisation internationale du travail (OIT)	Multilateral
28	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche du Kenya (MoALF)	Gouvernement
29	Bureau National des Statistiques du Kenya (KNBS)	Gouvernement

30	Département du Genre de l'État du Kenya, Ministère du Service Public, de la Jeunesse et des Affaires de Genre.	Gouvernement
31	Société de la Croix-Rouge kenyane	Gouvernement
32	L'Institut National de la Statistique (INSTAT) Madagascar	Gouvernement
33	Ministère du genre, de la protection sociale et du développement communautaire du Malawi	Gouvernement
34	Institut National De La Statistique (INSTAT) Bamako, Mali	Gouvernement
35	MTN Nigeria	Secteur privé
36	Groupe de recherche scientifique de haut niveau sur la Namibie (HLSRG)	Academia
37	Agence Statistique de Namibie (NSA)	Gouvernement
38	Namibie Bureau du coordinateur résident des Nations unies	Multilateral
39	Bureau National des Statistiques du Nigeria (NBS)	Gouvernement
40	NVIDIA Corporation	Secteur privé
41	Office for National Statistics (ONS)	Gouvernement
42	Omdena	Secteur privé
43	Ministère de la planification, du développement économique et de la coopération internationale du Puntland - Département des statistiques	Gouvernement
44	Institut de recherche informatique du Qatar	Academia
45	Groupe de Chercheurs à l'Université d'Ibadan, Nigeria	Academia
46	Centre de Suivi Ecologique (CSE), Sénégal	Academia
47	Direction de la Planification et de la Veille Environnementale (DPVE), Sénégal	Gouvernement
48	Agence Nationale des Statistiques et de la Démographie (ANSD), Sénégal	Gouvernement
49	Direction de la Gestion et de la Planification des Ressources en Eau (DGPPE), Sénégal	Gouvernement
50	Direction de la science, de la technologie et de l'innovation (DSTI), Sierra Leone	Gouvernement
51	Ministère de la Communication et de l'Information (MoCI) Sierra Leone	Gouvernement
52	Ministère de la Santé et de l'Assainissement (MoHS) Sierra Leone	Gouvernement
53	Agence de Presse (SLENA) Sierra Leone	Médias
54	Ministère somalien de la planification, du développement économique et de la coopération internationale (MoPEDIC)	Gouvernement
55	Bureau National des Statistiques de Somalie	Gouvernement
56	Département Central des Statistiques du Somaliland (CSD).	Gouvernement
57	Direction des Statistiques Nationales du ministère de la Planification, de l'Investissement et du Développement économique du Somaliland (MoPIED).	Gouvernement
58	Ministère de la Santé (MoH) Sud-Soudan	Gouvernement
59	Bureau National des Statistiques (NBS), Sud-Soudan	Gouvernement
60	Space4Climate (S4C)	Société civile
61	Statistiques Botswana	Gouvernement
62	Statistiques Finland	Gouvernement

63	Statistiques Maurice	Gouvernement
64	Statistiques Norvège	Gouvernement
65	Statistiques Sierra Leone (Stats SL)	Gouvernement
66	Surgo Ventures	Société civile
67	Réseau de solutions pour le développement durable (SDSN)	Academia
68	Agence Africaine de Renseignement Géo-spatial du Togo Togo African Geospatial-Intelligence Agency (AGIA)	Gouvernement
69	Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et de la Protection de la Nature (MEDDPN), Togo	Gouvernement
70	Agence Nationale de Gestion de l'Environnement (ANGE), Togo	Gouvernement
71	Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED), Togo	Gouvernement
72	Twaweza	Société civile
73	Centre UNEP-DHI sur l'eau et l'environnement	Multilateral
74	Commission Économique des Nations Unies pour l'Afrique (UNECA)	Multilateral
75	WorldPop	Academia
76	Agence des statistiques de Zambie (ZamStats)	Gouvernement



Global Partnership
for Sustainable Development Data



United Nations
Economic Commission for Africa